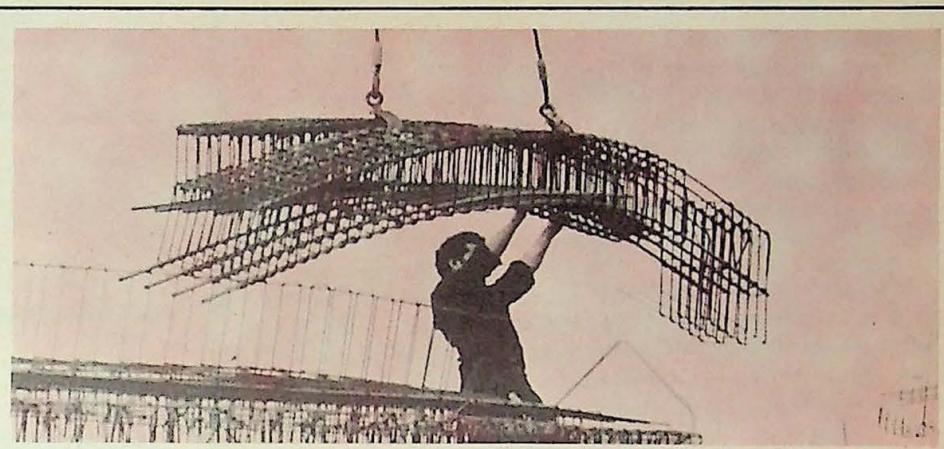
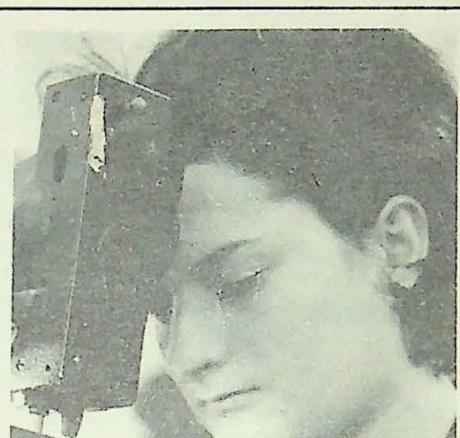


tribune

socialiste

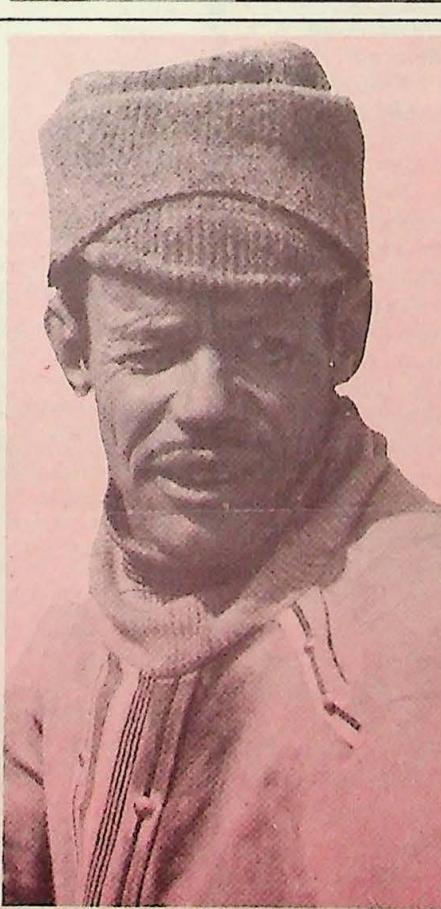
HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 531. — 1,50 F
JEUDI 23 MARS 1972



**POUR
L'EUROPE
DES
TRAVAILLEURS**



**POUR
L'EUROPE
DES
TRAVAILLEURS**



**POUR
L'EUROPE
DES
TRAVAILLEURS**



En direct

Plus de 2 000 à Nice

Depuis plusieurs mois les (pour plus de moitié des bandes de nervis venus de l'extérieur). Devant ce rapport de forces, les organisateurs avaient décidé de ne pas essayer de disperser le meeting et de se contenter d'une manifestation. Les C.R.S. prétendant interdire la manifestation, barraient les rues où entendait passer le cortège, mais dut ouvrir le passage. La manifestation put donc clamer tout autour du meeting sa haine des fascistes.

L'ensemble des organisations d'extrême-gauche et de nombreuses autres (dont divers syndicats de l'Enseignement supérieur, la L.I.C.A., les étudiants juifs, la Jeunesse communiste de Cannes) appelèrent le P.C.F., le P.S. et les organisations syndicales à organiser ensemble la riposte de la classe ouvrière. Mais ces organisations ne crurent pas possible de répondre favorablement ou ne répondirent pas. Elles se contentèrent de demander à la Préfecture d'interdire le meeting.

Sur le Paillon, vers dix heures, les organisateurs décidèrent la dispersion selon les décisions antérieurement prises. Mais beaucoup de jeunes se sentaient frustrés dans leur désir de corriger les fascistes. Malgré les exhortations des responsables, 200 d'entre eux allèrent houspiller le barrage des C.R.S. Ceux-ci ripostèrent par des grenades lacrymogènes puis par des charges. Une quarantaine d'arrestations eurent lieu dans la ville après la manifestation, dont celle du camarade Dardel, responsable fédéral et de plusieurs camarades du parti.

Dans ces conditions une quinzaine d'organisations appelèrent à un meeting salle Bréa le jeudi 9 mars. Ce meeting connut une forte affluence, les 1.200 auditeurs se pressant non seulement dans les salles mais dans le hall et à l'extérieur. Le camarade Bridier (P.S.U.), un camarade de Lotta Continua et les orateurs des diverses organisations firent acclamer la nécessité d'une riposte énergique aux fascistes.

Le lendemain 10 mars, une manifestation était organisée par le P.S.U., la Ligue, la C.D.P., les anarchistes et diverses autres mouvements. A 20 heures plus de 2.000 manifestants se rassemblèrent à partir de la place St-François, encadrés par plusieurs centaines de militants des services d'ordre, prêts à écraser toute attaque des fascistes. 2.000 policiers et C.R.S. protégeaient les 300 auditeurs d'Ordre Nouveau

Ajoutons que le « Patriote Côte d'Azur » avait tout fait pour empêcher l'action des forces d'extrême-gauche contre le fascisme. Beaucoup de militants communistes n'en sont pas fiers. C'est ce dont témoigne par exemple la participation des Jeunesses communistes de Cannes à la manifestation. L'ampleur de cette manifestation montre le développement de l'influence des révolutionnaires à Nice.

Depuis, le P.C.F. s'est manifesté de singulière façon. Il a condamné la riposte de masse des révolutionnaires comme une provocation gauchiste.

Michelin monte la garde

A Clermont-Ferrand, Michelin protège les souvenirs historiques. Ceux de 1940 s'entend. Car il ne lui suffit pas de recruter de nouveaux gardes. Il les habille dans un uniforme qui fait rêver à un passé pas si lointain. A moins qu'il ne fasse frémir.

Ces gardes opèrent un contrôle draconien sur les entrées et les sorties des ouvriers. L'autre jour, un ouvrier très connu de tous a dû rentrer chez lui car il avait oublié le badge maison sans lequel on ne rentre pas à l'usine.

Ils surveillent de plus en plus près le travail et les déplacements des délégués du personnel.

Ils ont profité du vol de deux bouteilles de whisky à la Coop locale pour faire subir un interrogatoire « poussé » à neuf ouvriers de l'usine. Ceux-ci sont passés un à un devant un « jury » de sept gardes. Les ouvriers n'ont pas cédé à la pression que l'on a faite sur eux pour qu'il y ait une fouille à leur domicile. Mais si on en est là aujourd'hui, où en sera-t-on demain chez Michelin ?

Revue de presse

Nancy. — Limitée au départ à quelque deux cents personnes, l'audience du meeting organisé, hier après-midi, dans le centre de Nancy, autour de la venue des personnalités composant la « commission de contrôle populaire », mise en place à l'échelon national par le Groupement d'information sur les prisons (G.I.P.), a brutalement été élargie à la mesure d'un regrettable événement.

Pour s'opposer au débordement de la manifestation en direction de la rue Saint-Jean et de la prison Charles-III, les responsables de l'imposant service d'ordre mis en place avec le concours des forces de police locales et des C.R.S., jugeaient opportun d'ordonner une charge.

Sous les yeux de centaines de badauds muets de stupéfaction, la dislocation conduite à la matraque se soldait par une quinzaine de blessés légers, bientôt pris en charge par les pharmacies avoisinantes.

« L'Est républicain », 27 février.

**

A l'occasion des obsèques de P. Overney, le cortège — appelé par l'extrême-gauche — a défilé dans le recueillement de la foule des passants. Cette manifestation aura été une des plus positives et une des mieux perçues par la population de Perpignan. A noter que « le Travailleur catalan », hebdomadaire local du P.C., a surpassé « l'Humanité » dans l'hystérie anti-gauchiste.

Le secrétaire des Pyrénées-Orientales du P.S.U.

**

La mort de Pierre Overney révèle au grand jour qu'il existe, et pas seulement chez Renault, mais dans beaucoup d'entreprises, des

policiers en civil, grassement payés par les patrons, et dont l'unique « tâche » consiste à espionner, dénoncer, ficher des militants et des travailleurs — et même faire le coup de poing et le coup de feu à l'occasion.

« L'Est Républicain » a révélé publiquement qu'il y avait chez Peugeot, à Sochaux, des personnalités appelées les « Niçois », embauchés à 3.500 F par mois pour faire les mouchards et les provocateurs. Aucun démenti n'a été apporté par Peugeot à cette information.

Section P.S.U. de Sochaux.

Des fonctionnaires occupent

Parce que la direction générale de l'Institut géographique national ne peut obtenir les moyens de gérer ses personnels ; parce que la politique poursuivie par Chalandon détruit lentement l'établissement dans lequel nous travaillons, les actions revendicatives des fonctionnaires se sont peu à peu durcies au cours des semaines. L'occupation des locaux de l'I.G.N., décidée par une majorité, vient après une longue série de manifestations dans la cour de l'I.G.N. ou devant le ministère de l'Équipement.

Aujourd'hui, le ministère, en opposant un non catégorique à toutes les revendications des fonctionnaires, a pris le risque d'une épreuve de force.

Ce refus entraîne la poursuite de l'occupation des locaux dans la nuit du 20 au 21 mars. Tous les travailleurs de l'I.G.N., ouvriers et fonctionnaires, doivent se sentir concernés par cette lutte. Il faut contraindre Chalandon à se déclarer pour l'I.G.N. Poursuivons la lutte pour conserver l'outil de travail de tous.

L'intersyndicale de l'I.G.N.

Comment on disparaît en Bolivie

En décembre de l'année dernière, Trujillo Oroza est arrêté pour « activités subversives ». Sa mère a pu le voir deux minutes à la mi-janvier pour constater qu'il a été torturé. Fin janvier, le ministère annonce que Trujillo est libéré. Personne ne l'a jamais revu.

A.P.L.

La démocratie à la mode de Caen

Caen est la seule ville de France où une manifestation à propos de la mort de Pierre Overney ait été interdite. Des manifs souvent très importantes, comme à Rennes, à Lille ou à Marseille, se sont faites sans incidents et sans intervention des flics. A Caen, le « paquet » a été mis ; les flics avaient tout

l'attirail classique et ont interdit à coups de grenades lacrymogènes tout regroupement dans le centre de la ville. Il faut préciser qu'il y a eu équivoque sur le communiqué de la Préfecture. Il semblait en effet, d'après le troisième paragraphe, que la loi « anticasseur » jouerait en cas de « voies de fait ou de destructions », mais que si la manif se déroulait dans le calme, elle serait tolérée comme partout ailleurs. En fait, la volonté des C.R.S. de casser tout regroupement, et avec quelle brutalité, prouvait le contraire.

D'autre part, on avait distribué des tracts chez Citroën sur l'affaire Overney. Les copains se sont heurtés à un service d'ordre musclé de la C.F.T. Ils ont pas mal tabassé ceux qui leur tombaient sous la main. Le plus grave est l'affaire d'Elie, pour lequel le parquet a fait appel pour le remettre en prison, alors que les photos prises par l'A.P.L. étaient très parlantes concernant l'agression de la C.F.T. A ce propos, je vous envoie une coupure d'« Ouest-France » d'aujourd'hui avec un communiqué du P.C., parlant des provocations chez Citroën, alors qu'eux-mêmes, lorsqu'ils ont maille à partir avec la C.F.T., ce sont d'odieuses agressions anti-ouvrières. Sans commentaires...

Le secrétaire du Calvados du P.S.U.

Chez Alpine à Dieppe

Pour le premier déclenchement d'une grève dans l'existence de l'usine Alpine-Renault, les travailleurs ont inscrit sur la liste des revendications : « Nous voulons des portes à nos w.c. » Cette phrase, scandée par les travailleurs samedi sur le marché, n'était pas sans faire d'effet parmi la foule des acheteurs qui n'en croyaient pas leurs oreilles.

Poussant à bout son rôle de flic, le chef du personnel veut exercer sa surveillance jusque dans les w.c. afin de repérer ceux qui prennent le temps de fumer sur le temps de travail. Mais quand le besoin de se rendre dans cet endroit particulier est motivé par une envie pressante, tout le monde a le droit d'admirer le spectacle.

Il n'y a pas que les chiottes. A l'atelier de fabrication des coques plastiques, les travailleurs manquent d'aération. « On » a calfeutré les bouches d'air pour faire une économie de calories dans l'usine !

A l'atelier peinture, un problème analogue se pose.

D'une manière générale, tout le monde se plaint des cadences qui deviennent insupportables.

Qui dit régime policier dit répression. Chez Alpine, la règle est respectée. Les travailleurs qui pointent avec quelques minutes de retard reçoivent aussitôt, à leur domicile, une lettre recommandée d'avertissement. Quant aux malades, ils n'ont pas intérêt à rechuter car la remarque leur est aussitôt faite qu'on préfère avoir des gens bien portants dans l'usine.

Le délégué syndical C.G.T. qui a aidé les gars dans leur lutte a reçu sa mutation dans un petit atelier de la ville afin, bien sûr, de le couper de l'ensemble des travailleurs de l'usine.

Cela ne pouvait plus durer. Sur les 500 ouvriers, 450 se sont mis, jeudi dernier, en grève pour imposer leurs conditions de travail.

L'Europe des travailleurs

Bernard Jaumont

C'est bien joué, a dit la presse. Et elle a bien raison. Un peu usée par le pouvoir, un peu déconsidérée par quelques scandales et totalement incapable de résoudre les problèmes qui lui sont posés, l'U.D.R., dont c'est la seule préoccupation, risquait de perdre un bon paquet de sièges. Chaban-Delmas n'était plus très assuré dans son fauteuil et M. Pompidou lui-même pouvait bien recevoir quelques éclaboussures.

Or, il va suffire de demander aux électeurs si la Grande-Bretagne doit entrer dans le Marché commun pour que tout cela soit balayé, pour que le blason de l'U.D.R. soit redoré, que le gouvernement triomphe, pour que les états-majors de l'opposition soient pris au piège dont ils ne peuvent pas sortir. Car le jeu est diabolique et les règles sont telles que dire oui au référendum c'est approuver en bloc toute la politique de Pompidou, c'est dire oui aux scandales financiers, oui à la spéculation foncière, oui à la répression dans les usines, oui aux prisons, oui à Massu, oui à l'avis fiscal de Chaban, oui à la censure, oui au chômage. Dire non, c'est seulement refuser l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il n'y a pas moyen de sortir de ce cercle vicieux. Les stratèges ont beau tourner les règles du jeu dans tous les sens, modifier leur angle d'attaque, c'est Pompidou qui choisit le terrain, c'est lui qui porte les coups, lui qui empoche les points. Et les « partis de gauche », une fois de plus cocus, battus et pas contents, n'ont plus qu'à reprendre leurs espoirs de revanche en se disant qu'ils ont fait ce qu'ils ont pu et qu'ils essaieront de faire mieux la prochaine fois. Vraiment, quel jeu admirable et quel joueur habile, ce M. Pompidou.

Favoriser la grande entreprise

L'ennui, c'est que pour les travailleurs tout cela n'est pas un jeu ; c'est sérieux le Marché commun, c'est ce qui fait leur vie de tous les jours. Il y aura quinze ans samedi que les représentants de six pays signaient le traité de Rome et, à l'époque, on disait qu'il s'agissait de créer une communauté qui ferait ses propres choix politiques et qui les appliquerait.

Aujourd'hui, n'importe qui peut constater que le Marché commun a servi uniquement à permettre le développement du capitalisme moderne. Dans le secteur industriel, il a suffi de supprimer les barrières douanières et de faciliter les transferts de capitaux pour favoriser le développement de très grandes firmes qui contrôlent petit à petit le marché en absorbant les entreprises plus petites ou moins rentables.

Pour l'agriculture, l'objectif était le même, mais il ne suffisait pas pour l'atteindre de supprimer les obstacles douaniers et de laisser jouer la concurrence : c'est la politique agricole commune qui a été l'instrument de développement des grosses exploitations dotées d'un équipement très moderne, et qui profitent d'une part des prix artificiels fixés par la Communauté, d'autre part de l'utilisation des petites exploitations qui sont pour elles une source de profit, comme les travailleurs à domicile le sont pour les entreprises industrielles.

Les travailleurs font les frais de la modernisation

Le résultat de tout cela a été d'accroître la production, mais surtout d'accélérer les changements en faveur des secteurs et des firmes les plus rentables : des zones entières, moins favorisées, se vident au profit des régions très industrialisées et les travailleurs doivent quitter leur pays pour s'entasser dans des agglomérations où le logement n'est que dortoir, de plus en plus éloigné du lieu de travail et où tout l'espoir se résume au fameux « métro-boulot-dodo ». De la même façon, ce sont les travailleurs qui font les frais de la modernisation et de la rationalisation de la production : ce sont eux qui doivent de plus en plus souvent changer d'emploi, se retrouver au chômage avant de reprendre un autre poste avec souvent une qualification moins grande ou des conditions de travail plus dures.

C'est vrai qu'en permettant d'augmenter la production, le Marché commun a accru le pouvoir d'achat de ceux qui ont la chance d'être dans les secteurs les plus favorisés, mais c'est vrai aussi qu'en facilitant la concentration des entreprises, il a considérablement aggravé les conditions de travail et les conditions de vie des travailleurs.

Ces sacrifices-là, il aurait été difficile de les imposer si les travailleurs d'Europe avaient pu opposer au patronat une riposte efficace.

Mais c'est là que le Marché commun a joué son rôle véritable, qui est d'être une arme contre les travailleurs. Autant il a créé une communauté du patronat en faisant disparaître tout ce qui pouvait gêner la concentration des firmes sur le plan international, autant il a servi à paralyser le mouvement ouvrier en maintenant les frontières nationales entre travailleurs de différents pays.

Les droits de tous les travailleurs

La mécanique opère de deux façons :

— les conditions de travail et de vie (durée du travail, congés payés, Sécurité sociale, conditions d'emploi, etc.) restent différentes d'un pays à l'autre et c'est un jeu pour le patronat d'opposer les travailleurs entre eux, de faire le chantage au chômage en menaçant de fermer l'usine pour s'installer à l'étranger et, en cas de conflit ou de grève, d'augmenter la production dans un pays pour compenser les pertes subies dans un autre ;

— surtout, les travailleurs qui passent la frontière perdent leurs droits politiques et syndicaux : ils sont bien obligés alors d'être dociles, et c'est tellement commode de s'en servir contre les autres, précisément parce qu'ils ne peuvent pas se battre. Or cela va arriver de plus en plus fréquemment : la concentration des entreprises entraîne une migration des travailleurs à travers l'Europe (c'est déjà le cas dans le sud de l'Italie, que beaucoup ont dû quitter pour la vallée du Rhin ou du Rhône, la région parisienne ou la Suisse). Et ceux qui s'en vont sont remplacés par des travailleurs venant d'autres pays, dépourvus de droits politiques et syndicaux et d'autant plus faciles à exploiter.

En privant les travailleurs qui viennent d'autres pays des moyens de se battre, le Marché commun a retiré aux luttes ouvrières la plus grande partie de leur efficacité, il a fait régresser le mouvement ouvrier de plusieurs dizaines d'années. L'efficacité de leurs instruments de combat, les travailleurs d'Europe ne la retrouveront qu'en exigeant les mêmes droits politiques et syndicaux pour tous ceux qui vivent en Europe quels que soient leur pays d'origine et le pays où ils vivent.

Voilà le vrai problème pour les travailleurs : il n'a pas grand-chose à voir avec les questions posées par M. Pompidou.

C'est sur ce terrain que l'Europe des travailleurs doit se construire, lorsque chacun d'eux comprendra que le plus grand danger, c'est la possibilité pour chaque gouvernement d'expulser un travailleur étranger s'il se montre trop combatif. La tâche que le P.S.U. s'est donnée avec d'autres organisations européennes pour les jours à venir, c'est de contribuer à leur en faire prendre conscience et à leur montrer que la coordination entre eux est possible.

C'est vrai que le jeu de M. Pompidou est habile : il devrait tout de même penser qu'un jour les travailleurs n'auront plus très envie de jouer à ses petits jeux. □



Après la journée d'explication

François Soulage

Vendredi 17 mars, journée d'explication des groupes révolutionnaires. De quoi s'agit-il, en fait ?

Cette journée d'explication et d'action a été décidée dès le lendemain des obsèques de Pierre Overney, avant même que l'affaire Nogrette ne vienne pour un temps rompre l'unité totale des révolutionnaires.

Le fait qu'elle ait eu lieu, que le dialogue ait pu se mener est un fait politique important. Mais les questions posées par les travailleurs ont montré qu'il ne faut pas se tromper d'objectif. Les travailleurs ont découvert la réalité de la situation chez Renault, les licenciements, la répression patronale, mais l'action des révolutionnaires continue de leur poser problème. Le travail d'explication doit être continué et amplifié.

Dans la ligne qui a été celle du parti depuis le 24 février, il faut continuer un lent travail pour décrocher les travailleurs des illusions réformistes. Certaines erreurs tactiques ont été fortement ressenties, d'autant plus qu'elles sont amplifiées par la presse bourgeoise.

Le travail d'explication des militants du P.S.U. a été particulièrement important et notamment dans les villes de province. On y a vu les plus gros défilés depuis 68. A Nice, à Toulouse, à Lyon, à Lille, à Rennes et ailleurs, plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées pour dénoncer le meurtre du jeune ouvrier et réclamer la disparition des milices patronales.

Le P.S.U. et les autres mouvements révolutionnaires ont retrouvé pour l'occasion une unité que certains avaient cru à jamais disparue.

Cette unité profonde qui s'est brutalement réveillée est un des grands enseignements de ce dernier mois. Il existe dans ce pays une force réelle qui entend lutter dans la rue, dans les boîtes, contre la répression, autrement que par des pétitions ou des manifestations traîne-savates.

Et cette force n'est pas isolée ; au contraire, elle attire une large fraction de la classe ouvrière qui prend conscience des impasses du réformisme. Cette fraction rejoint le camp des révolutionnaires dès que ceux-ci savent adapter leurs actions et leurs mots d'ordre aux sensibilités de la classe ouvrière.

La France avait vu se créer un puissant mouvement de masse qui pouvait de nouveau donner des espoirs de victoire.

L'enlèvement de Nogrette, le 8 mars, a brisé cet élan puissant.

Certes, dans un grand nombre de boîtes, les travailleurs ont ri-golé. Ils ont pensé à ce qui pourrait arriver à tel ou tel de leur « petit chef », et cette perspective fait sourire. Elle fait sourire, mais elle démobilise aussi. Elle démobilise parce qu'une avant-garde a pris soudain le relais d'un mouvement de masse. Parce qu'un petit groupe s'est substitué à une volonté collective. Parce que, en fait, par cette affaire, par cet enlèvement, le travailleur devenait extérieur à ce qui se passait.

Ce n'est pas l'enlèvement comme tel qui est irresponsable, c'est la stratégie adoptée par la N.R.P.

La N.R.P. a choisi l'action individuelle, ponctuelle, minoritaire, et cela est une erreur politique extrême-

mement grave car elle brise une dynamique de mouvement de masse qui concernait directement chacun d'entre nous et qui se traduisait par des manifestations puissantes.

Pour le P.S.U. et son Bureau national (cf. déclaration du 10 mars 72), l'enlèvement de Nogrette a été le résultat de deux politiques : la première, celle du pouvoir capitaliste en place qui réprime, qui oppresse, qui exploite, qui lâche ses brigades d'intervention contre ceux qui distribuent des tracts, s'opposent au régime ou qui imposent les syndicats fascistes C.F.T. pour assurer son ordre dans ses usines, comme chez Simca. Nous savons maintenant qu'il ne recule pas devant le meurtre.



La deuxième est celle des forces syndicales ou politiques réformistes n'ayant qu'une stratégie parlementaire et dont le seul but est de rassurer pour gagner les élections de 1973. Il ne faut pas que des mouvements de masse se développent ; il faut encadrer les actions pour les faire dévier sur le terrain électoral. Le P.C.F. pousse l'audace jusqu'à faire justifier le meurtre d'Overney « a posteriori » par l'enlèvement du patron Nogrette.

Mais ces deux politiques ne justifient pas pour autant l'enlèvement.

Le P.S.U. a choisi une stratégie : le mouvement politique de masse, il entend s'y tenir. Seules des actions de masse progressivement politisées jusqu'à la prise en charge par les masses de leur propre mouvement politique peut conduire à la victoire socialiste. Aucune avant-garde, aucune action « exemplaire » ne peut se substituer à cette stratégie.

Depuis la mort de Pierre Overney, les groupes révolutionnaires s'étaient tenus à cette stratégie ; jusqu'au 8 mars, l'équilibre des forces avait été transformé. Force est de constater que depuis l'affaire Nogrette un ressort s'est brisé. Il faudra un long moment pour retrouver pareille situation.

Le B.N. ne pouvait pas couvrir une action qui allait aussi radicalement à l'encontre du vaste mouvement populaire qui avait pris naissance derrière la dépouille mortelle de Pierre Overney.

La bourgeoisie a relevé la tête aussi rapidement qu'elle avait été obligée de se taire après le meurtre.

Les révolutionnaires ont heureusement réagi. La journée d'explication du 17 mars a été un succès. L'explication et la dénonciation des vrais responsables va continuer. La seule violence en cause est celle du système capitaliste : violence de la répression, mais aussi violence permanente sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. L'enlèvement d'un cadre, fût-il chargé des licenciements, ne répond pas à cette violence par des moyens adaptés ; en cela il est une erreur. C'est à la cause fondamentale qu'il faut s'attaquer et non à ses résultats.

Dans les semaines et les mois à venir, le P.S.U. entend continuer et développer sa stratégie de débordement des forces réformistes pour que la fraction la plus éclairée de la classe ouvrière, aujourd'hui encore sous la domination idéologique de la bourgeoisie, puisse basculer dans le camp des révolutionnaires. □

Les employés de maison en ont assez et le disent

Le 29 février dernier, une conférence de presse se tenait à Toulouse sur les conditions de travail des employés de maison. Un document-témoignage était remis. Aucun organe de presse n'a fait paraître de compte rendu de cette conférence.

La commission nationale Femmes, de notre parti, soutient la lutte qui s'engage en Haute-Garonne.

La C.N.F. estime que ce début d'organisation constitue une étape capitale dans la prise de conscience et l'action collective des employés de maison.

Mais elle devra déboucher sur une remise en cause de la répartition du travail entre manuels et intellectuels, entre travail dit « féminin » et travail « masculin », et une lutte pour la socialisation des tâches ménagères.

Dans le département de la Haute-Garonne il y a 10.500 employées de maison. Cet effectif est plus grand que celui de la plus importante entreprise de Toulouse, la SNIAS (3.500 personnes) et représente plus de la moitié des travailleurs de l'Aéronautique de Toulouse.

Et pourtant ces travailleurs et travailleuses sont les moins protégés par la législation du travail. On n'est pas employé de maison par goût ou par vocation. C'est la simple nécessité de gagner notre vie qui nous y contraint.

Nous venons de milieux bien souvent sous-prolétariés et n'avons pu avoir accès à une quelconque formation professionnelle. Pour beaucoup d'entre nous, nous sommes des immigrants de pays voisins et être employé de maison est notre seule « chance » de subsister.

Pour d'autres, c'est le manque de débouché dans la région Midi-Pyrénées qui nous fait « reconverter » en femme de ménage ou autre pour ne pas s'expatrier.

C'est aussi la seule issue quand après avoir travaillé pendant 10, 15, 20 ans, on se voit licencié d'une entreprise, et que l'âge nous empêche de retrouver un travail analogue à celui que l'on avait.

Mais cette « chance » de subsister est relative, car nous ne bénéficions pas du minimum qui est accordé aux autres catégories professionnelles.

Pourquoi en est-il ainsi ?

Chacun ou chacune d'entre nous est seul face à l'employeur toute la journée. Nous sommes totalement isolés les uns par rapport aux autres. Nous constituons donc chacun ou chacune une unité de travail. Dans les entreprises groupant plusieurs dizaines ou centaines de travailleurs, la solidarité pour l'avancement du droit peut s'effectuer.

Dans notre catégorie c'est beaucoup plus difficile et nos employeurs le savent bien.

Nos conditions de travail

Il est courant que nous fassions 14 heures par jour. Bien souvent nous sommes obligés de rester jusqu'aux départs des invités, soit 2 ou 3 heures du matin.

Nous sommes traités en êtres inférieurs. N'entend-on pas des expressions comme « la boniche » - « la bonne à tout faire », etc.

On nous fait recommencer plusieurs fois la même chose, les brimades sont nombreuses et nous sommes obligés de nous taire.

Notre condition sociale.

Notre condition sociale est inférieure à ce qu'elle est pour l'ensemble des salariés.

Le code du travail ne nous est pas applicable dans ses grandes lignes.

Les inspecteurs du travail n'ont pas compétence pour intervenir si un litige survient entre une employée de maison et son employeur.

Sur les points essentiels nous n'avons aucune garantie.

Bulletin de paye.

L'art. 44 b (décret du 19 déc. 1959 du code du travail fait obligation aux employeurs de l'industrie et du commerce de reproduire sur un livre de paye toutes les mentions portées sur le bulletin de paye.

Les inspecteurs du travail peuvent avoir accès à ce livre de paie. Mais le 4^e alinéa dudit article fait exception à cette règle pour les particuliers employant des gens de maison.

De ce fait, lorsqu'un litige intervient entre un ou une employée de maison avec son employeur, portant sur les éléments constituant le salaire : durée du travail - taux - retenues, etc., il devient pratiquement impossible pour l'employé de faire la preuve de ses demandes, et de trouver un moyen de défense quelconque auprès des services publics qui s'occupent des salariés.

Le S.M.I.C.

Le décret du 17 avril 1951, relatif à l'application du SMIG au person-

nel généralement nourri et logé, fait exception des gens de maison dans son article II. Ces dispositions demeurent applicables pour le S.M.I.C. en vertu de l'art. 31 du livre I du code du travail.

Allocation d'assurance chômage (UNEDIC)

Les employés de maison sont exclus du champ d'application de l'UNEDIC qui a été pourtant étendu à la quasi totalité des professions.

Conventions collectives

Des conventions collectives ont été signées dans 23 départements avec des avenants, sauf dans la Haute-Garonne.

Sécurité sociale

Les retenues pour cotisation à la sécurité sociale sont effectuées sur un forfait de 704,00 F par mois, quel que soit l'horaire effectué.

Une profession pénalisée

Cela veut dire que si l'employé effectue plus de 40 heures par semaine, la retenue est toujours identique.

Les remboursements des indemnités journalières pour maladie ou accident de travail, ne tiennent compte que du salaire ayant servi à cotisation.

Lorsqu'une employée de maison est malade elle est pénalisée, par rapport aux autres travailleurs. A noter que dans le salaire d'une employée de maison le logement et la nourriture sont inclus.

De plus toutes les professions dites domestiques et a fortiori les employés de maison sont exclus de la généralisation de l'affiliation à une caisse de retraite complémentaire.

Nous ne sommes pas un objet de luxe

Nous pouvons dire : nous voulons le minimum qui est appliqué à l'ensemble des travailleurs des autres

professions. Etre reconnus dans le code du travail.

Il nous semble que cela n'est pas démagogique. Aussi nous demandons :

— l'application du S.M.I.C.

Tout le code du travail appliqué et possibilité d'intervention des services départementaux du travail et de la main-d'œuvre.

— allocation des ASSEDIC en cas de chômage;

— indemnité journalière pour maladie calculée sur le salaire réel;

— extension de la retraite complémentaire;

— une convention collective nationale;

— 40 heures de travail.

De plus, nous voulons que notre profession soit revalorisée.

Nous voudrions davantage travailler pour des mères de famille exerçant une profession, ou pour des familles en difficulté, alors que bien souvent nous servons au standing de dames qui jouent au bridge, et nous nous occupons du chien de la maison qui, dans certains cas, est mieux nourri que l'employé.

Nous voudrions aussi être au service de foyers, garderies, etc.

Nous sommes conscientes que nous avons un rôle à jouer dans la société mais nous ne voulons pas être un objet de luxe.

C'est possible... mais à la condition que d'une part les pouvoirs publics veuillent prendre en considération le problème mais aussi que l'opinion publique ait conscience qu'une employée de maison n'est pas une bonne à tout faire.

Nous nous adressons en particulier aux employeurs de gens de maison qui eux-mêmes sont salariés : accepteraient-ils que leur employeur leur fasse subir ces mêmes conditions. Sûrement non, et ils auraient raison.

Alors changeons quelque chose pour que les employés de maison deviennent des salariés à part entière et à égalité du droit.

Il ne doit pas y avoir de paria ! □

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 4), Elie Kagan (p. 13).
Le journal réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

Théâtre de l'Est Parisien
17, rue Malte-Brun, Paris 20^e
636-79-09 (Métro Gambetta)
Sainte Jeanne des abattoirs

PANTHÉON

On n'arrête pas le printemps

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

La rencontre de Toulouse

Ce dernier week-end s'est tenue, à Toulouse, une rencontre des étudiants du P.S.U.

De nombreuses villes universitaires où des luttes importantes (grèves, manifestations, etc.) s'étaient déroulées les semaines précédentes étaient représentées.

Un premier bilan des luttes du dernier trimestre a été esquissé.

Plutôt que de prétendre résoudre ces problèmes d'une manière tranchée, ces étudiants ont préféré les poser clairement.

Le rôle de l'Université et le milieu étudiant

A propos de l'analyse de la fonction de l'Université, la réunion s'est contentée de poser des jalons sur les points suivants :

— Le système scolaire situé dans une formation sociale où le mode de production capitaliste est dominant a deux fonctions principales : la première, celle de l'approvisionnement du marché de travail en main-d'œuvre qualifiée ; la seconde, celle d'intégration idéologique aux valeurs de la classe dominante. Pour maintenir son unité idéologique et pour sauvegarder son alliance avec les couches sociales sur lesquelles elle prétend s'appuyer (petite et moyenne bourgeoisies), l'Université a un rôle important à jouer.

Dans la situation où les monopoles capitalistes français s'efforcent à l'Université comme dans d'autres secteurs (paysans, petits commerçants) de rentabiliser tout ce qui n'est pas directement lié à son profit immédiat, les contradictions s'accroissent.

L'étudiant n'est plus sûr de trouver un emploi à la fin de ses études. Le sentiment de sécurité qui existait jusqu'alors est tombé.

Pour maintenir sa domination remise en cause plus nettement depuis 68, la bourgeoisie tend à accentuer sa mainmise idéologique :

— Projet de formation d'un corps d'enseignants dociles ;

— Différenciation entre les différents niveaux d'études (le 1^{er} cycle, plus remuant, est mis à l'écart, cycles courts, cycles longs) .

L'enjeu politique

Il faut voir dans la situation actuelle l'enjeu politique que représentent les couches moyennes. Pour les intégrer, la bourgeoisie joue deux cartes : la mise au pas idéologique par la presse, la famille, l'armée, et le partage des universités entre technocrates et réformistes.

Cette situation est donc favorable au développement de luttes de masses. C'est par rapport à ces luttes et à leur devenir que l'attitude des

révolutionnaires est importante. Trop souvent depuis Mai 68, les pratiques putschistes et minoritaires les ont conduits à leur isolement.

Les motivations des grévistes

Pour une part, ce qu'ils demandent avant tout, en médecine comme en lettres, c'est d'avoir le maximum de garanties quant à leur promotion individuelle au sein du système capitaliste.

Pour d'autres, le cheminement menant à l'action a été tout autre : quel rôle aurons-nous plus tard, dans l'industrie, la société ?

Le rôle des militants révolutionnaires dans ces luttes, dont ils ont souvent l'initiative et la direction, est de transformer ce mouvement de masse confus antigouvernemental en un réel mouvement de masse anticapitaliste.

Un exemple significatif de ces problèmes a été donné au cours du débat. A Montpellier, au moment de leur grève, des étudiants en médecine sont allés trouver la section syndicale C.F.D.T. pour lui demander de participer à un meeting de soutien. La réponse des syndicalistes fut significative : « Pourquoi défendre le droit à devenir médecins à des étudiants qui, dès qu'ils deviennent patrons, nous exploitent comme ils l'ont toujours fait. »

Les structures de luttes

La rencontre a aussi examiné le problème posé par les structures que se donnent les étudiants au cours des luttes.

Les militants P.S.U. sont tombés d'accord sur le fait ; pour être efficaces, de telles structures doivent :

— Ne pas être des cartels d'organisation instaurant un débat groupusculaire ;

— Être des structures reconnues dans les luttes, c'est-à-dire démocratiques et regroupant l'ensemble de ceux qui, sur une base anticapitaliste, sont décidés à combattre les projets de la bourgeoisie à l'Université ;

— Ne pas être, par conséquent, des structures plaquées au profit d'une organisation politique.

C'est en partant de ces réflexions qu'a été examiné le problème d'une éventuelle participation à la F.N.C.L. (Fédération nationale des comités de lutte).

Si nous partageons la critique de la F.N.C.L. concernant la fausse perspective de démocratisation de l'Université, la démarche de la Ligue, vi-

sant à reprendre l'ensemble des mots d'ordre mis en avant dans les grèves du trimestre dernier, nous paraît erronée.

Refusant de voir les différents types de réactions qu'ont suscitées les luttes étudiantes (étudiants recherchant une bonne place dans la société bourgeoise, étudiants rejetant cette société), la F.N.C.L. applique ainsi une ligne universitaire. De plus, la Ligue Communiste, en prétendant maintenant créer une organisation des structures de masse, ne résout en rien les problèmes posés. C'est, en fait, une courroie de transmission de la L.C. qui s'organise.

Bien qu'elle s'en défende, ce qu'elle avance aujourd'hui de par ses méthodes et sa nature ne peut jouer le rôle que d'une troisième U.N.E.F.

Notre démarche à nous est tout autre. Face au devenir de classe des étudiants, face aux attaques développées par la bourgeoisie, la nécessité de structures de masse est vivement ressentie.

Il est également important de souligner la nécessité que revêt au niveau universitaire la liaison entre étudiants et non-étudiants (enseignants, chercheurs, personnels des facs, personnels du restaurant universitaire).

Le dépassement du cadre universitaire, la jonction avec les luttes des travailleurs ne pourront être atteints qu'en posant les problèmes de solidarité avec le personnel, solidarité qui permettra la remise en cause du devenir social de l'endroit.

Le week-end de Toulouse n'a pas découvert une stratégie étudiante du P.S.U. à l'Université, ce qui est normal.

Ce n'est pas aux seuls étudiants d'élaborer une telle stratégie.

Leur recherche doit s'insérer dans l'ensemble des recherches du parti dans ce domaine.

Pour lancer ce débat, la multiplication de réunions de sections et de fédérations sur l'école, du primaire au supérieur, l'organisation de rencontres régionales ou fédérales ouvriers-étudiants-lycéens-paysans sera utile.

Compte rendu rédigé par :
Bernard RAVENEL,
Jean-Louis AUDUC.

**TOUTE CORRESPONDANCE
PROBLEME ETUDIANT**
Coordination étudiante
3, rue d'Aubusson
(31) TOULOUSE
Tél. : 15 (66) 62-72-13

Stratégie internationale

Nous avons publié dans un précédent numéro de Tribune Socialiste, les textes d'information préparés par les groupes de travail de la Commission internationale pour fournir les matériaux à la discussion du Conseil national prochain sur la stratégie internationale du parti.

De nombreux camarades se sont inquiétés du caractère morcelé de ces informations. Il ne s'agissait, cependant, comme nous l'avons précisé, que de matériaux pour la préparation du débat. Un rapport de synthèse, également élaboré par les groupes de travail, devait définir les axes principaux de la discussion et faire l'inventaire des acquis du P.S.U. ainsi que des principales convergences et divergences sur les points à l'ordre du jour.

Le groupe de travail chargé d'élaborer ce rapport introductif était composé de camarades appartenant à tous les courants du parti. Le texte présenté au nom des groupes de travail fait donc apparaître des divergences sur plusieurs points importants qui sont restés sans conclusion. Cependant, toutes les divergences ne s'y trouvent pas exprimées.

Les camarades du Bureau national ont proposé en effet une approche des problèmes qu'il est apparu difficile d'intégrer dans le plan adopté par les autres membres de la commission. Ils ont donc préféré présenter un texte parallèle mais distinct. Saisie de ces deux textes, la D.P.N. a décidé qu'ils seraient publiés dans une présentation commune qui en faciliterait la comparaison. Une commission représentative des quatre cou-

rants de la D.P.N. s'est donc efforcée, comme on le verra ci-dessous, de leur donner une classification identique.

Les camarades intéressés sont unanimes pour préciser qu'il ne s'agit pas de textes d'orientation, mais d'un simple document introductif. Le document émanant des groupes de travail n'est pas une plate-forme commune des courants minoritaires de Lille. Chacun des courants se réserve de préciser ses orientations propres sous la forme qui lui conviendra. De même les camarades du bureau national ne considèrent pas ce plan comme la forme définitive de leur orientation.

Les textes d'orientation présentés par les camarades du parti sur la base des documents introductifs ci-dessous seront publiés dans Tribune Socialiste à partir d'avril et jusqu'en mai prochain.

Rapport présenté par les groupes de travail de la Commission Internationale

0 - INTRODUCTION

00 - Insuffisance de notre politique internationale

La politique internationale du P.S.U. (positions sur les problèmes mondiaux et relations avec les organisations politiques hors de France), fait apparaître à la fois des orientations générales implicites, des contradictions et des lacunes. Faute d'une stratégie générale qui lui donnerait une signification d'ensemble, elle s'est présentée le plus souvent comme une suite de réactions « au coup par coup » et de participations sporadiques à des manifestations dont nous n'avions pratiquement jamais l'initiative. C'est pourquoi il est aujourd'hui nécessaire d'engager une réflexion sur notre stratégie internationale dans son ensemble, à partir d'une analyse des forces révolutionnaires dans le monde et des contradictions principales de la période historique actuelle.

01 - Nécessité d'une intervention internationale cohérente

La définition de notre stratégie internationale est indispensable en raison du développement de la lutte anti-impérialiste dans le monde et des responsabilités que nous devons y prendre. La diversité des situations locales exige que nous disposions d'un instrument d'analyse et d'information cohérent pour apprécier ces situations à la lumière d'une conception générale des luttes et pour y subordonner nos interventions.

02 - Coordination nécessaire des luttes nationales et internationales

La définition d'une stratégie internationale est aussi un élément indispensable de toute stratégie révolutionnaire dans un pays quelconque. Le développement des luttes dans le monde, aussi bien dans les pays dominés que dans les centres impérialistes montre que le renversement du système capitaliste est possible à l'intérieur et dans les limites de frontières nationales. La transition vers le socialisme

ne peut cependant être poursuivie si le pays ne s'arrache pas à l'emprise du marché mondial et si des relations de solidarité active ne s'établissent pas avec les forces révolutionnaires et les masses populaires des autres pays. La coordination des luttes à l'échelle mondiale, avant et après la révolution socialiste, est la condition de sa survie et de son prolongement.

03 - La leçon des expériences de transition pour notre propre programme

Une réflexion sur la stratégie internationale est enfin une contribution précieuse à l'élaboration de notre propre stratégie et du programme révolutionnaire lui-même. Les conditions de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés posent certes des problèmes particuliers, pour lesquels il n'y a pas toujours de précédent historique. Mais il est faux de prétendre que ces problèmes soient entièrement nouveaux. Par-delà la diversité des conditions historiques et des particularités économiques ou sociales, les problèmes fondamentaux de la lutte des classes restent communs. Les expériences de transition dans les autres pays (U.R.S.S., Chine, Yougoslavie, Cuba, Chili, etc.), avec leurs succès, leurs difficultés ou leurs échecs mêmes sont donc pour nous une leçon irremplaçable. Les textes préparatoires publiés dans « T.S. » et P.S.U.-Information ont appelé l'attention sur ce point et constituent un élément de la discussion pour le Conseil national.

1. — LES CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE ACTUELLE

10 - La crise générale du capitalisme

La période actuelle est caractérisée par la crise générale du système capitaliste, à l'échelle de chaque pays (luttes de libération, luttes de classes, contradictions économiques) et à l'échelle mondiale (conflits inter-impérialistes, crise monétaire, développement des pays extérieurs au marché capitaliste mondial). Cette crise

atteint à la fois la périphérie et le centre même du système impérialiste mondial (échec des Etats-Unis au Vietnam, crise économique et politique aux Etats-Unis). Elle touche à la fois l'infrastructure économique du système et ses superstructures (paralysie croissante des institutions politiques, déclin de la culture et de l'idéologie bourgeoise).

11 - L'impérialisme, mode de fonctionnement du capitalisme monopoliste

Une stratégie cohérente contre l'impérialisme exige une analyse correcte de l'impérialisme lui-même, trop souvent confondu avec les seuls aspects extérieurs de la domination coloniale et néo-coloniale. Ces phénomènes de domination entre Etats ne sont que la forme politique internationale d'un phénomène plus général : arrivé au stade de la concentration monopoliste des entreprises et de la fusion entre le capital industriel et le capital financier, le capitalisme doit exporter ses contradictions et ne fait que les répandre dans le monde entier.

L'impérialisme n'est autre que l'extension des rapports de production capitaliste à l'échelle mondiale et l'établissement, sur ces bases, d'une division internationale du travail.

12 - La lutte des classes à l'échelle internationale

Les classes opprimées par l'impérialisme sont donc les classes opprimées par le mode de production capitaliste dans le monde entier : peuples des pays dominés et prolétariats des pays dominants. Leur oppresseur est la bourgeoisie capitaliste tout entière. Même à l'échelle des rapports internationaux la domination impérialiste n'est pas le seul fait des monopoles, elle intéresse une grande partie du capitalisme moyen et s'appuie sur la bourgeoisie locale. La contradiction principale n'est pas entre l'impérialisme des Etats-Unis et le reste du monde, elle n'est pas non plus entre pays développés et pays sous-développés, elle est la contradiction à l'échelle mondiale entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

13 - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

Cette contradiction atteint aujourd'hui son stade suprême. L'expansion des monopoles ne peut plus se faire qu'à travers une redistribution des richesses déjà partagées. L'aggravation de la concurrence exclut la possibilité d'une entente mondiale « super impérialiste ». Les solutions mises en avant par le capitalisme — fascisme ou réformisme — ne font que retarder l'échéance et ne constituent pas des étapes nouvelles du capitalisme. Les rap-

ports de production restent les mêmes. La contradiction fondamentale demeure et ne peut trouver son dépassement que dans la révolution socialiste.

2. — L'EVOLUTION DU RAPPORT DES FORCES A L'ECHELLE MONDIALE

21 - La montée des forces anti-impérialistes

Malgré des reculs partiels, cette situation de crise est dominée par la montée des forces anti-impérialistes dans le monde. Dans les zones périphériques, les impérialismes sont tenus en échec par les forces populaires et ne peuvent pas venir à bout de la lutte armée (Américains au Vietnam et en Amérique Latine, Français au Tchad, Portugais en Angola, etc.). Dans les métropoles impérialistes, les luttes de classes se durcissent et des contradictions nouvelles, ainsi que des formes nouvelles de lutte apparaissent (« Mai rampant », mouvement noir américain, minorités nationales, lutte armée en Irlande, etc.). Incapable de s'imposer, l'impérialisme n'est cependant nulle part réduit à la défaite. Il ne faut pas sous-estimer ses possibilités de riposte : instauration de dictatures militaires ou de fascismes ; utilisation des forces révolutionnaires par la mise en place de régimes réformistes bourgeois, utilisation de la guerre.

211 - Lutte de libération nationale et révolution socialiste

La généralisation du mode de production capitaliste a développé de nouvelles contradictions dans les pays dominés : entre les exploités et les masses ; entre les couches locales dirigeantes et l'impérialisme étranger. L'alliance des masses populaires et de la bourgeoisie locale a permis la conquête de l'indépendance politique formelle et l'instauration du néo-colonialisme : alliance de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme étranger pour l'exploitation des masses. La bataille pour l'indépendance réelle dans les néo-colonies, dans ce qui reste de colonies et dans les autres pays dominés passe aujourd'hui par l'élimination politique de la bourgeoisie locale, le désengagement du marché international, l'abolition du mode de production capitaliste.

212 - Les bourgeoisies nationales anti-impérialistes

La contradiction fondamentale de classe n'annule pas la contradiction entre les intérêts des bourgeoisies nationales et de l'impérialisme étranger. Il serait pourtant erroné de fonder une stratégie révolutionnaire sur l'alliance avec la bourgeoisie locale. Dans la plupart des pays, il n'existe pas de bourgeoisie nationale capable de

prendre en main à son profit l'appareil de production, mais une bourgeoisie « compradore » qui doit se contenter d'un rôle d'intermédiaire commercial et politique. Dans quelques pays cependant, une bourgeoisie d'Etat contrôle effectivement la production et entre en conflit avec les intérêts impérialistes. Ce peut aussi être le cas pour certaines couches militaires nationalistes. Ces régimes peuvent jouer un rôle objectivement positif sur le plan international. (C'est ainsi que nous apprécions notamment les positions internationales de l'Algérie). Le développement interne de la lutte des classes n'en est pas moins seul déterminant pour l'avenir de ces pays et pour leur engagement irréversible dans la bataille contre l'impérialisme.

213 - Les minorités nationales

Parallèlement aux luttes de libération nationale, la période récente a été marquée par une résurgence de la conscience nationale chez les peuples minoritaires dans les Etats nationaux (Québec, Irlande, Kurdistan, Euzkadi, Bretagne, etc.). Parfois utilisée dans un sens réactionnaire, cette résurgence doit être analysée en termes de classe. Elle constitue un facteur important de la lutte mondiale contre l'impérialisme lorsqu'elle exprime la volonté des masses populaires contre une domination extérieure et contre la bourgeoisie locale à son service.

214 - Les forces révolutionnaires dans les pays capitalistes développés

Le reflux de la crise mondiale sur les centres impérialistes eux-mêmes se traduit par le développement et le durcissement des luttes de classes en Europe et en Amérique du Nord, contrairement aux théories liquidatrices sur la disparition ou l'embourgeoisement du prolétariat dans les pays « néo-capitalistes ». L'expérience de mai 68 a montré la possibilité d'une crise révolutionnaire dans les pays industrialisés de la métropole impérialiste.

22 - L'aggravation des conflits inter-impérialistes

La pression des luttes de libération nationale et le développement des pays extérieurs au marché capitaliste mondial ont réduit le champ de la domination impérialiste. Le rapatriement dans les centres impérialistes des plus-values extraites des pays dominés leur pose en permanence le problème de nouveaux débouchés pour les capitaux excédentaires. D'où les efforts de l'impérialisme pour éviter ce reflux de la plus-value vers le centre, soit par son réinvestissement sur place (Asie, Amérique du Sud) soit par la conquête de nouvelles zones d'expansion (implantation américaine récente en Afrique, investissements en Europe). Il en résulte une aggravation de la concurrence avec les bourgeoisies locales, l'apparition de conflits ouverts entre l'impérialisme principal américain et les impérialismes secondaires (Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France, etc.) et entre ces impérialismes eux-mêmes (crise monétaire, conflits inter-impérialistes dans les pays dominés : Katanga, Biafra, etc.). Ces conflits sont secondaires. Les impérialistes peuvent s'unir pour faire face à la contradiction principale des peuples dominés et de la classe ouvrière, mais ils ne peuvent surmonter complètement leurs propres contradictions qui sont donc un facteur essentiel de leur affaiblissement et des perspectives révolutionnaires. Les formes spécifiques de ces contradictions et leurs conséquences ont été exposées dans une note de la commission internationale (cf. « T.S. » Spécial et P.S.U.-Information).

23 - Les pays extérieurs au marché capitaliste mondial

Le nombre des pays extérieurs au marché capitaliste mondial s'est accru de façon rapide depuis la Seconde Guerre mondiale : révolution chinoise, démocraties populaires en Europe orientale, pouvoirs de transition au Nord-Vietnam, en Corée du Nord, à Cuba. Même s'il existe une tendance générale à l'augmentation des échanges entre ces pays et le marché capitaliste, ceux-ci restent limités et l'existence de cette zone est un obstacle à l'expansion impérialiste. Le développe-

ment des contradictions à l'intérieur même de l'ancien « camp socialiste » n'a fourni jusqu'ici à l'impérialisme que des possibilités limitées, sur le plan économique et diplomatique. Il a par contre modifié profondément la situation parmi les forces anti-impérialistes, en accélérant le déclin de la notion d'Etat-guide en même temps que se réduisaient les possibilités de pression de l'Union soviétique sur les mouvements révolutionnaires dans le monde.

231 - La conception soviétique de la coexistence pacifique

L'évolution intérieure et la nature de classe de l'U.R.S.S. font l'objet, dans notre parti et dans l'ensemble du mouvement ouvrier, de controverses théoriques nombreuses. Par-delà ces divergences, l'accord semble se faire pour constater que l'Union soviétique a cessé de jouer un rôle moteur dans le mouvement révolutionnaire mondial. Préoccupés avant tout de la consolidation économique à l'intérieur de leurs frontières, les dirigeants de l'U.R.S.S. ont développé une conception statique de la coexistence pacifique, fondée sur le partage du monde entre zones d'influence. Ils s'opposent à l'expansion de l'impérialisme américain et apportent certes un soutien non négligeable aux mouvements anti-impérialistes (au Vietnam notamment) mais ils freinent en même temps les mouvements révolutionnaires qui remettent en cause l'équilibre mondial (Grèce, Palestine, Amérique Latine, etc.). Leur stratégie est celle d'un dialogue conflictuel où ils seraient l'interlocuteur privilégié des Etats-Unis. Elle est comparable, sur le plan international, à la stratégie de confrontation conflictuelle du Parti Communiste sur le plan intérieur français.

232 - Le rôle international de la Chine

Il existe également des divergences importantes dans notre parti sur la signification de l'expérience chinoise et la nature de classe du pouvoir en Chine. Nul cependant ne saurait mettre sur le même plan les positions internationales de la Chine et celles de l'U.R.S.S. La conception chinoise de la coexistence pacifique, appliquée seulement aux relations entre les Etats, s'accompagne d'un soutien idéologique et pratique réel aux luttes de libération et d'une dénonciation constante de la politique de grande puissance. L'expérience et les positions de la Chine jouent à cet égard un rôle important dans le développement des mouvements révolutionnaires et leur autonomie par rapport à l'ancien centre soviétique. Les opinions sont plus partagées sur les aspects concrets de la diplomatie chinoise et sur sa conception d'un front anti-impérialiste mondial englobant les bourgeoisies nationales.

233 - Il n'y a pas d'Etat-guide

Quels que soient les jugements sur ce point, le fait dominant est la disparition de la notion d'Etat-guide. L'expérience et les positions internationales de la Chine ont joué dans cette évolution un rôle décisif. En Europe orientale même, la doctrine Brejnev suscite une résistance accrue. Des pays aussi différents que la Yougoslavie et l'Albanie sont sortis de la zone de domination soviétique. Tout en restant formellement dans le COMECON, la Roumanie s'est opposée à l'intégration économique et ses initiatives diplomatiques sont allées dans le même sens. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie enfin n'avait pas pour objet d'empêcher une évolution économique dans ce pays, mais de préserver une zone d'influence. C'est à ce titre qu'elle a été condamnée par la plupart des forces révolutionnaires et contribue au déclin du rôle de l'U.R.S.S. en tant que pôle de référence international. La disparition de tout Etat-guide place ainsi tous les mouvements révolutionnaires nationaux devant leurs responsabilités en même temps qu'elle rend nécessaire une coordination entre eux sur la base de la souveraineté et de l'égalité.

24 - Une situation internationale plus ouverte

La situation internationale ainsi créée est très différente de celle que nous avons connue dans les premières années de l'après-guerre. Le déclin relatif des Etats-

Unis et le renforcement des impérialismes secondaires d'une part, le renforcement de la Chine et la mise en cause du monopole de l'U.R.S.S. comme interlocuteur conflictuel des Etats-Unis d'autre part, la montée des forces populaires anti-impérialistes enfin ont brisé l'équilibre bi-polaire hérité de la conférence de Yalta. Les observateurs bourgeois ont examiné les conséquences de cette situation nouvelle en termes de mobilité des combinaisons diplomatiques. Elle ouvre aussi un champ plus large à l'action autonome des forces révolutionnaires dans chaque pays et à ses possibilités de succès.

241 - La périphérie et le centre

L'analyse des forces révolutionnaires dans le monde nous conduit à rejeter tous les schémas simplificateurs qui voudraient définir une zone privilégiée de conflits. La périphérie et le centre du système impérialiste sont également touchés. La révolution socialiste ne viendra pas de la périphérie vers le centre, des pays du « Tiers-Monde » vers les métropoles impérialistes. La bataille mondiale contre le système d'exploitation capitaliste se mène simultanément dans tous les pays et sur tous les fronts.

242 - Le maillon le plus faible

Bien entendu, si la lutte est également nécessaire partout, les possibilités de première rupture du front capitaliste n'y sont pas égales. Elles ne sont les plus grandes ni dans les pays capitalistes les plus développés ni dans les zones les plus pauvres du monde, mais dans les pays intermédiaires qui constituent les « maillons les plus faibles » de la chaîne, c'est-à-dire les pays où le développement du capitalisme est suffisant pour engendrer des contradictions sociales déterminantes mais insuffisantes pour qu'il lui soit possible de les neutraliser et de les exporter. Tels sont les pays du « Tiers-Monde » les plus profondément touchés par l'extension des rapports capitalistes de production (industrialisation, urbanisation, etc.) et les pays de l'Europe occidentale où les contradictions internes sont les plus fortes, soit par la coexistence d'un secteur de pointe et d'un secteur archaïque (France, Italie, Espagne) soit par une aggravation de la crise économique due à l'infériorité dans la compétition internationale (Grande-Bretagne, Belgique par exemple). Le niveau de conscience et d'organisation du prolétariat, l'expérience historique des mouvements ouvriers nationaux sont aussi un facteur essentiel dans l'appréciation des zones de rupture.

243 - La coordination internationale

Ces possibilités de rupture dans les limites donnent à chaque mouvement révolutionnaire la responsabilité de préparer et de faire la révolution dans les conditions spécifiques de son pays. Les actions n'en sont pas moins solidaires et convergentes puisqu'elles visent fondamentalement le même adversaire. Chaque mouvement révolutionnaire national a donc le devoir d'apporter son soutien aux luttes des autres mouvements, de confronter son expérience et de coordonner son action avec les siennes. Il faut rechercher les formes de liaison les mieux adaptées à cette confrontation et à cette coordination entre mouvements souverains et responsables. Il faut examiner dans cette perspective les tâches internationales de notre parti.

3. — LES TACHES INTERNATIONALES DU PARTI

La conclusion évidente de l'analyse qui précède est que notre premier devoir international est de faire la révolution dans notre propre pays. Les luttes internationales ne doivent en aucun cas revêtir un caractère symbolique et nous fournir un alibi militant pour nous dérober à nos responsabilités par rapport à notre exploiteur direct, le capitalisme français. Les actions internationales du mouvement révolutionnaire français — et de notre parti en particulier — doivent être axées sur les domaines où nous pouvons exercer une influence concrète en liaison étroite avec les luttes sociales et politiques en France :

- lutte contre l'impérialisme français ;
- coordination des luttes anticapitalistes en Europe occidentale.

31 - Les luttes contre l'impérialisme

La lutte contre l'impérialisme français ne peut pas être dissociée de la lutte contre l'impérialisme en général. S'il est vrai que la dénonciation de l'impérialisme américain ne doit pas nous détourner de l'ennemi intérieur, il est également vrai que l'impérialisme secondaire français doit être lui-même combattu en tant qu'agent de l'impérialisme international, à la fois allié, subordonné et concurrent de l'impérialisme principal américain.

311 - Le Vietnam

Le Vietnam est aujourd'hui le front principal de la lutte anti-impérialiste. L'échec militaire des Etats-Unis au Vietnam est la plus grande défaite de l'impérialisme, le plus grand encouragement au développement autonome des luttes révolutionnaires. C'est pourquoi le soutien politique et matériel aux peuples d'Indochine est une tâche prioritaire et politiquement formatrice. Notre action à cet égard est insuffisante. Nous devons la renforcer, en nous efforçant — dans ce domaine comme dans toutes les autres luttes de ce type — de nous mettre au service de ceux qui se battent. Nous ne devons pas utiliser le problème indochinois pour nos luttes intérieures (et internes) mais apporter aux combattants d'Indochine le type de soutien qu'ils demandent. Notre action à cet égard doit être à la fois une action de masse non sectaire et une action décentralisée, plus étroitement associée aux luttes quotidiennes. Des éléments de discussion seront diffusés ultérieurement sur ce point (notamment sur le problème du F.S.I.).

312 - La Palestine

Nous devons — ainsi que tous les courants révolutionnaires en France — une autocritique sur notre incapacité à développer un mouvement populaire de masse en faveur de la révolution palestinienne. Il faut « démarginaliser » le soutien à la Palestine, faire un travail plus informatif et éducatif, montrer la signification de la lutte des Palestiniens en soulignant la relation fondamentale entre leur lutte de libération nationale et le développement de la lutte des classes dans la région (relation avec la révolution arabe, rôle des bourgeoisies nationales, etc.).

313 - Les autres zones de combat

Il n'est pas possible d'énumérer ici toutes les zones de combat. Cependant l'expérience des luttes doit être étudiée car elle est une leçon pour notre propre stratégie. Les situations à cet égard sont très différentes selon les régions : victoires militaires anti-impérialistes au Vietnam ; développement de la lutte des classes et des luttes nationales dans le sous-continent indien, réaction militaire néo-coloniale mais aussi développement de la lutte armée en Afrique (colonies portugaises, Zimbabwe, Azanie, Namibie, Tchad, Somalie, Erythrée) ; échec de la guérilla rurale et développement de nouvelles formes de lutte (liaison plus étroite entre les guérillas et le mouvement de masse) en Amérique latine. Le point commun de ces expériences est la nécessité d'une base de masse et d'une ligne politique de classe. Les difficultés croissantes de l'expérience chilienne et les risques de plus en plus graves qui pèsent sur cette expérience en sont une nouvelle démonstration. La lutte contre l'impérialisme, à travers tous ces exemples, apparaît indissolublement liée à la lutte sans compromis contre le système capitaliste et tous ses alliés. Leur explication et leur popularisation doit nous aider à combattre le réformisme et la stratégie de front anti-monopoliste avec la bourgeoisie dans notre propre pays.

32 - Les luttes contre l'impérialisme français

Notre devoir prioritaire dans ce domaine est la lutte contre l'impérialisme français sous toutes ses formes.

Dans les départements et territoires d'outre-mer, nous devons dénoncer la domination coloniale française, proclamer le droit des peuples à l'indépendance, sou-

tenir les luttes de ces peuples pour les objectifs et par les moyens qu'ils se sont donnés (le choix tactique des revendications immédiates — indépendance ou autonomie — étant de leur responsabilité exclusive).

Dans les néo-colonies nous devons dénoncer et expliquer la signification des interventions françaises, militaires (Tchad et autres), économiques et politiques au service des monopoles et de leurs alliés. Nous devons établir des relations étroites avec les organisations représentatives du mouvement révolutionnaire dans ces divers pays, sur la base de leur ligne politique et de leur pratique réelle. Nous devons leur apporter notre soutien actif.

Nous devons développer une campagne d'information puis d'agitation sur les livraisons d'armes de la France au Portugal et à l'Afrique du Sud et sur le soutien diplomatique permanent du gouvernement français aux régimes colonialistes et racistes, ainsi que sur la politique d'investissement du capitalisme français dans le monde (cf. barrage de Cabora Bassa).

Nous devons mener ces actions en direction des jeunes et des centres d'enseignement mais d'abord en direction des entreprises (enquêtes, démonstration du rôle économique de l'impérialisme, dénonciation des entreprises néo-coloniales et des fournisseurs d'armes). L'objectif doit être une action militante contre les centres de décision, de production et de transport de la machine impérialiste et militaire en France.

33 - La coordination des luttes en Europe

La coordination des luttes en Europe est notre deuxième tâche prioritaire. La possibilité de rupture de l'un des maillons faibles de la chaîne capitaliste en Europe exige une liaison étroite entre les mouvements révolutionnaires européens.

331 - Les pays fascistes

Le soutien aux mouvements de lutte contre les régimes fascistes (Espagne, Grèce, Portugal) est un aspect important de cette tâche : soutien matériel, juridique, etc. (notamment dans les zones frontalières) mais aussi soutien politique aux forces révolutionnaires, dénonciation des tentatives bourgeoises et réformistes d'« union nationale démocratique », démonstration du caractère de classe de la lutte et du socialisme comme seule issue.

332 - Le Marché commun

L'existence du Marché commun, avec ses institutions centralisées au service des monopoles et son développement des firmes supra-nationales, est en lui-même un facteur d'unification des luttes. Elle ne remet cependant pas en cause la stratégie du maillon le plus faible. La rupture se fera dans l'un ou l'autre des Etats européens, non dans l'Europe tout entière. Les luttes à mener sont des luttes de classe contre le système et ne sauraient revêtir le caractère d'une lutte institutionnelle dans les structures mêmes du Marché commun, qui doivent être brisées (et non investies, comme le proposent les réformistes). La transition vers le socialisme exige la rupture avec le marché mondial, l'équilibre de la balance des paiements, l'utilisation des ressources en fonction des valeurs d'usage (ce qui implique la disparition des privilèges et du mode de vie des classes dirigeantes). Elle est donc incompatible avec le maintien des structures du Marché commun. La politique européenne d'un état de transition vers le socialisme ne peut être qu'une politique de lutte de classes, faisant appel à la solidarité du mouvement ouvrier contre les gouvernements capitalistes européens. Le développement des actions solidaires dans la phase actuelle doit y préparer. C'est aussi dans cette perspective que nous devons appuyer les luttes des travailleurs britanniques et scandinaves contre l'intégration dans le Marché commun, et donner un contenu révolutionnaire (et non simplement pacifiste) à notre dénonciation des pactes militaires.

33 - Luttes économiques et orientation politique

La plupart de ces luttes revêtent à l'heure actuelle un caractère économique et social.

Nous devons poursuivre l'expérience des rencontres par zone (Lorraine-Rhône-Alpes, Rhône-Alpes-Piémont, etc.) et par branche, en vue d'actions simultanées dans les entreprises multinationales. Il pourra être intéressant de faire à cet égard une étude critique du rôle des internationales syndicales et de leurs possibilités d'action.

Le travail effectué en direction des entreprises doit être complété par une action analogue sur le secteur agricole.

Enfin nos actions européennes ne doivent pas se limiter aux luttes économiques et sociales. Les événements d'Irlande montrent à la fois l'importance du problème des minorités nationales et la possibilité en Europe des formes de lutte active que certains croyaient réservées au tiers monde.

Dans la poursuite du colloque de Narbonne sur les minorités nationales, nous pouvons prendre l'initiative politique d'une rencontre sur les minorités en Europe.

D'une façon plus générale nous devons confronter nos expériences et coordonner nos actions avec les courants socialistes révolutionnaires d'Europe occidentale, constitués ou non en organisation politique autonome.

334 - Les travailleurs immigrés

L'exploitation des travailleurs immigrés est un aspect essentiel de l'impérialisme français. L'action politique avec les travailleurs immigrés est une activité indispensable qui se rattache à la fois aux deux tâches prioritaires que nous avons définies : lutte contre l'impérialisme français ; luttes anticapitalistes en Europe. Le Conseil national d'Orsay a précisé les critères de notre intervention dans ce domaine : reconnaissance de la double fonction du prolétariat immigré, à la fois partie intégrante du prolétariat français (d'où nécessité d'une participation commune aux luttes en France), et du prolétariat des pays d'origine (d'où nécessité de rester en contact avec les problèmes nationaux). Il en a tiré la conclusion qu'il fallait combattre l'assimilationisme et le paternalisme révolutionnaire. Notre tâche, dans la phase actuelle, n'est pas d'organiser nous-mêmes les travailleurs immigrés, mais de nous mettre au service des courants révolutionnaires existants ou en gestation pour les aider dans leur propre tâche. Ce travail politique n'est possible que si nous sommes également actifs, en liaison avec les organisations de masse, sur le plan des luttes quotidiennes (foyers, répression, alphabétisation, etc.) en n'oubliant jamais que les risques encourus ne sont pas les mêmes pour les Français et pour les immigrés, en évitant tout ce qui pourrait apparaître comme une utilisation des travailleurs immigrés pour les besoins de notre propre action.

4. — L'ORGANISATION DES RELATIONS INTERNATIONALES

41 - Les relations à plusieurs niveaux

Le critère des actions et des relations internationales de notre parti est donc clair. C'est le critère de la lutte des classes. C'est l'objectif de la révolution socialiste dans chaque pays et d'abord dans les zones du « maillon faible ».

Nos relations organiques et privilégiées sont donc avec les organisations révolutionnaires qui se réclament de la même ligne et dont la pratique vérifie l'orientation idéologique.

Dans le cadre d'actions internationales de soutien aux luttes anti-impérialistes ou de défense contre des agressions impérialistes, il peut être cependant nécessaire d'établir des relations circonstanciées, sur des objectifs précis, avec des courants bourgeois et réformistes pour autant qu'ils sont objectivement engagés dans une lutte contre l'impérialisme.

Il importe d'éviter toute confusion entre ces deux niveaux et ces deux natures différentes de relations internationales, les premières stratégiques, idéologiques, permanentes, les secondes tactiques et circonstanciées.

Il faut aussi veiller avec soin à ne pas confondre les relations avec les partis et les relations avec les Etats, qui ne sauraient incomber à un courant révolutionnaire.

42 - Des coordinations régionales

Les avis sont partagés dans notre parti sur la question d'une nouvelle internationale. L'accord semble cependant être fait pour reconnaître :

1) qu'il ne saurait être question d'un état-major international mais d'une coordination entre égaux ;

2) qu'une telle coordination apparaît aujourd'hui prématurée à l'échelle mondiale. Nous pouvons au contraire proposer dès maintenant l'objectif d'une coordination permanente sur les deux points suivants :

a) entre le mouvement révolutionnaire français et les mouvements de lutte dans les pays dominés par la France, pour l'échange des expériences et de l'information et pour l'action commune contre l'impérialisme français ;

Rapport présenté par le Bureau national

Introduction

Incidences des relations internationales sur la situation des travailleurs ; quelques exemples :

— crises monétaires, inflation, chômage (la coexistence des deux étant une innovation) ;

— concentration des entreprises : migration des travailleurs (Italie surtout jusqu'à présent ; exemple des frontaliers autrichiens) ;

— utilisation des travailleurs étrangers comme moyen de pression sur la main-d'œuvre locale (comparaison avec emplois temporaires, auxiliaires dans les services publics).

Rechercher les forces sur lesquelles doit s'appuyer un parti révolutionnaire, c'est se demander ce qui est susceptible de modifier la situation actuelle, de la faire évoluer dans un sens jugé souhaitable et par conséquent chercher d'abord à quoi on s'oppose et ce qui empêche cette évolution.

I. — Les caractéristiques de la période actuelle

A - Les mécanismes.

1° Tendance à la baisse du taux de profit dans les pays les plus développés et ses limites (en particulier situations de monopole contrôlant parfaitement le marché).

2° Nécessité de trouver d'autres sources de profit dans les zones où il est plus grand ; échange inégal et division internationale du travail.

3° Les limites au développement de l'impérialisme : opposition avec un autre impérialisme qui se traduit nécessairement par un conflit armé.

B - Application.

L'impérialisme américain après la Deuxième Guerre mondiale.

1° Les bases sont à la fois économiques et stratégiques (nécessité d'encercler l'U.R.S.S. puis la Chine pour disposer de bases (aériennes et radar) aussi proches que possible de leur territoire).

2° Rôle du dollar et mécanismes de l'euro-dollar dans le financement de l'implantation américaine par des capitaux européens.

3° Rôle du Marché commun normalement destiné à favoriser le regroupement et la concentration des firmes européennes pour leur permettre de lutter contre les trusts américains. En fait, l'ouverture du marché européen, la suppression progressive des obstacles douaniers ont été surtout favorables au développement des succursales européennes de firmes américaines.

b) entre les mouvements révolutionnaires de l'Europe occidentale sous domination capitaliste.

43 - Le secteur international du parti (point à développer)

— étendre le secteur international et lui donner des moyens de travail (documentation, diffusion, etc.) ainsi que des moyens financiers (timbre international par exemple) ;

— développer les liens entre le secteur international et les autres secteurs de lutte (répression, entreprise, paysans, jeunes) ;

— décentraliser le secteur international (actions en province, actions frontalières, etc.) □

II. — L'évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale

A. LES DONNEES FONDAMENTALES DE L'EQUILIBRE INTERNATIONAL ACTUEL.

1° Existence de deux blocs à la fois hostiles et complices :

a) l'impérialisme américain :

— ses fondements : militaires, économiques, culturels ;

— les rapports avec les impérialismes secondaires (spécialement français et britannique) qui peuvent avoir des conflits (même militaires) entre eux ou avec les Etats-Unis, mais tant qu'ils n'affectent pas les intérêts principaux de l'empire américain.

b) L'U.R.S.S. et ses rapports avec les pays de l'Est :

— quel que soit le jugement qu'on porte sur la situation intérieure en U.R.S.S., malgré l'aide économique ou militaire qu'elle apporte au Vietnam, à Cuba, elle ne représente plus un espoir pour ceux qui veulent évoluer vers le socialisme ;

— quelle que soit l'analyse qu'on fait des relations entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, ce sont des rapports qui empêchent le libre choix des peuples de ces pays vers le type de société qu'ils veulent construire, et cela ne peut que renforcer la politique des blocs.

2° Impossibilité d'un conflit armé entre les deux grands.

a) L'équilibre de la terreur : les armes sont d'une puissance et d'une nature telles qu'un conflit ferait disparaître toute forme de vie.

b) Conséquences de l'équilibre de la terreur :

— droit absolu pour chaque grand d'intervenir militairement pour assurer son autorité sans que l'autre puisse réagir ;

— complicité au moins passive pour écraser tous ceux qui pourraient menacer le statu quo (cf. Palestiniens, Bengalis en mars 71, etc.).

c) L'organisation de l'équilibre : négociations S.A.L.T.-tnp, conférence européenne de sécurité.

3° Les impérialismes secondaires.

a) Manifestations :

— pour la France, plus particulièrement Afrique, Antilles, Nouvelle-Calédonie ;

— pour la Grande-Bretagne : Moyen-Orient, Inde, Pakistan, Afrique.

b) Leurs limites :

— les impérialismes secondaires peuvent entrer en conflit entre eux (Biafra, par exemple) ;

— leur marge de manœuvre est faible, et même s'ils peuvent entrer en conflit avec l'impérialisme principal, c'est seulement

dans la mesure où cela ne risque pas de remettre en question l'équilibre des grandes puissances (cf. Suez).

4° Les conclusions à tirer de cette analyse de l'équilibre international.

a) Pour la première fois, les grandes puissances sont en mesure non seulement d'avoir une stratégie à l'échelle mondiale, mais de l'appliquer rigoureusement.

b) Impossibilité de l'autarcie : il faut l'immensité de la Chine, les difficultés de pénétration, l'unité de la population, etc., pour mener une expérience en vase clos, et pourtant, même elle commence à s'ouvrir à l'extérieur. En tout cas, ce serait impossible pour un pays de taille petite ou moyenne.

c) Limites de la lutte armée : vers 1960, Cuba et le Vietnam ont pu faire croire que le moment était propice à la multiplication des luttes armées (20 Vietnam...). L'expérience a prouvé que dans sa zone chaque Grand est prêt à massacrer ceux qui remettent en cause son autorité, sans que personne puisse intervenir. Aujourd'hui, plus que jamais, la lutte armée ne peut être envisagée qu'après une analyse minutieuse du rapport des forces à un moment donné, et sachant que toute erreur d'appréciation conduit à l'extermination de ceux qui représentent le potentiel révolutionnaire.

d) Certains pays se trouvent à un moment donné à un point de l'échiquier entre les deux Grands qui permet une modification de la situation intérieure du pays (Bengala Desh par exemple). Il est pourtant certain que ces pays ne peuvent pas avoir une évolution correspondant véritablement à la volonté des travailleurs : cette évolution est étroitement tributaire du rapport de forces entre les deux Grands à un moment donné et ne peut se modifier que si la stratégie entre les deux blocs le permet.

e) Une évolution véritable vers le socialisme n'est concevable que dans un pays ou un ensemble de pays ayant une taille et une puissance suffisantes pour résister à la pression des Grands : le « tiers monde » ne peut engendrer que des révoltes. L'aménagement conscient de la société ne peut se faire que dans des pays où les problèmes à résoudre ne sont pas uniquement la lutte contre la faim.

B - LES PRINCIPAUX ELEMENTS SUSCEPTIBLES DE MODIFIER LES DONNEES DE L'EQUILIBRE.

1° Le recul de l'impérialisme américain et ses limites :

Les échecs :

a) Recul en Extrême-Orient : Vietnam - Taïwan ; retrait d'Europe : déclin de l'OTAN (France, Grande-Bretagne, accord sur Berlin).

b) Crise du dollar, récession, chômage, etc.

c) Remise en cause du mode de vie : multiplication de mouvements hippies, etc.

Les limites :

a) Les nouvelles armes rendent inutiles les bases avancées autour de l'U.R.S.S. et de la Chine ; le retrait militaire américain n'entraîne pas l'affaiblissement stratégique des Etats-Unis.

b) Dans certains secteurs (Extrême-Orient en particulier) les implantations économiques américaines étaient faibles ; elles ne disparaîtront pas ; au contraire les Etats-Unis essayent de maintenir en place des régimes à leur dévotion qui favorisent leurs intérêts économiques et financiers.

c) Développement de l'impérialisme culturel américain : films, primauté scientifique et technique, etc.

2° La montée de nouveaux pôles.

a) La Chine : d'après les déclarations du gouvernement chinois, la R.P.C. refuse de jouer le jeu de grande puissance. Dans la pratique, la politique suivie est moins nette (Bengala par exemple). Pourtant, l'apparition de la Chine modifie les règles du jeu introduisant un élément nouveau, bien que largement inconnu, dans le jeu.

Mais la Chine n'a actuellement ni les moyens ni sans doute la volonté d'inter-

venir directement pour soutenir une révolution qui n'aurait pas prouvé sa réalité et sa vigueur par ses propres forces.

b) Le Japon : appelé à combler, en Extrême-Orient, le vide laissé par les Etats-Unis. Une expansion impérialiste rapide lui est pour cela nécessaire. Elle peut se faire pacifiquement, sinon la tentation militaire sera grande. Et c'est là que l'existence de pays évoluant vers le socialisme (Vietnam, Corée, puis sans doute Laos, Cambodge et puis ?...) sera déterminante pour faire obstacle à l'impérialisme japonais.

c) L'Europe : le Marché commun a pour objet de provoquer la concentration des firmes européennes pour leur permettre de résister à la concurrence américaine. Le mouvement se poursuit, le plus souvent au profit de firmes allemandes (que va donner à cet égard l'entrée de la Grande-Bretagne ?) et cela pourrait entraîner l'apparition d'un nouveau pôle susceptible de faire échec aux Etats-Unis dans plusieurs cas.

3° Le développement des firmes multinationales.

a) Firmes internationales et firmes multinationales — jusque vers 1960, il existait des firmes ayant des succursales à l'étranger, mais pour la plupart, l'essentiel de leurs intérêts restait dans un pays (le plus souvent les E.U.) et leur stratégie se déterminait en fonction de leur développement dans ce pays (fermeture des succursales étrangères en cas de crise, intérêts liés à l'évolution de la monnaie nationale, etc.).

De plus en plus se développent des firmes dont les intérêts à l'étranger sont supérieurs ou égaux à leurs intérêts métropolitains (I.B.M. - General Motors - General Electric - Westinghouse par exemple) et leur stratégie se fait en fonction des intérêts mondiaux de la firme, éventuellement contre ceux de leur pays d'origine (par ex. spéculation contre le dollar au profit du mark ou du yen, etc.). Pour ces firmes, le profit résulte plus de l'utilisation d'une situation de monopole que de l'exploitation du travail ;

b) Déclin des pouvoirs des Etats.

Face à ces très grands trusts, les pouvoirs des gouvernements sont de moins en moins considérables et à la limite, les structures étatiques pourraient être limitées au strict nécessaire pour le maintien de l'économie de profit : contrôle de l'éducation et de l'information, instruments de répression (armée, police).

Pourtant, en face de cette tendance, on trouve une tentative de renforcement des pouvoirs gouvernementaux qui représente le combat des couches de la bourgeoisie menacées par ces trusts multinationaux et qui cherchent protection dans les structures étatiques et c'est une des sources de tensions et de contradictions à l'heure actuelle.

4° Les conséquences prévisibles de ces transformations.

a) Accélération des mutations dans chaque zone géographique.

— les pays, les régions les plus pauvres et les plus exploitées le deviennent de plus en plus et le fossé se creuse avec les autres ;

— vaste redistribution de la « main-d'œuvre » et migrations de travailleurs de l'Afrique ou du Moyen-Orient vers les zones les moins favorisées d'Europe (Italie du Sud - sud de la France...) et migrations à travers l'Europe des régions les plus pauvres vers les plus industrialisées ;

b) Dans chaque zone, la puissance dominante va devoir d'abord assurer son autorité : au Japon, où l'introduction d'intérêts étrangers est restée trop faible pour que les centres de décision soient modifiés, la puissance est maintenue sur une base nationale. En Europe, c'est actuellement que cela se fait : qui l'emportera des firmes multinationales ou d'un capitalisme européen, suffisamment puissant pour imposer des structures supranationales capables d'imposer leur politique aux firmes multinationales ?

c) Aggravation des oppositions, des refus, des révoltes : aussi bien dans les pays sur-exploités d'Afrique, d'Orient ou d'Amé-

rique latine, que dans les zones les plus défavorisées des régions développées : aux E.U. mêmes, ces contradictions ne feront que s'accroître, et en Europe risquent de s'opposer : une Europe latine en voie de sous-développement croissant et de dépeuplement, et une Europe anglo-saxonne très industrialisée où les risques d'assimilation seront d'autant plus grands que le capitalisme disposera d'un volant de travailleurs venant d'autres pays et par conséquent privés de tous moyens de revendication.

d) En introduisant des possibilités de conflits multiformes entre les différents centres de décision, l'apparition de nouveaux pôles (Chine, Japon, Europe) devrait faciliter la mise en cause de l'ordre établi. Le grand problème est que là où les transformations seront le plus durement ressenties et où elles peuvent donner naissance à de violentes tentatives de changement, il n'existe pas les moyens matériels de changer cette révolution en révolution, c'est-à-dire en une transformation consciente et cohérente des structures de la société. Cette révolution n'est possible que dans les zones où les contradictions peuvent se traduire par autre chose que des révoltes sans perspectives.

e) Développement et ambiguïté du nationalisme ;

— c'est très fréquemment sous la forme du nationalisme qu'apparaît le refus de l'impérialisme ou l'assimilation au capitalisme dominé par les entreprises multinationales. C'est sous cette forme que les contradictions risquent de se manifester à l'avenir.

— les réactions nationalistes présentent des dangers considérables de poujadisme ou de fascisme, et n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles peuvent permettre une prise de conscience des mécanismes capitalistes.

III. — Les tâches internationales du parti

A. — Les luttes contre l'impérialisme.

Il s'agit des réactions défensives contre l'impérialisme en général, mais dans celles de ses manifestations où les militants ne peuvent avoir aucune intervention directe. La seule possibilité est une solidarité qui implique la prise en charge politique, c'est-à-dire l'explication politique des mécanismes impérialistes.

1. Pour ce qui concerne les mouvements en lutte contre une puissance colonialiste ou un régime aux ordres d'une puissance étrangère : ces mouvements ont le plus souvent pour objectif la libération nationale. Le soutien leur est acquis dans la mesure où ils remettent en cause l'impérialisme (et pas seulement l'occupation étrangère) et où ils représentent réellement les luttes des travailleurs du pays ;

2. Pour ce qui est des gouvernements des pays qui tentent de rompre avec le capitalisme pour permettre d'évoluer vers le socialisme :

— soutien inconditionnel dans leur lutte contre l'impérialisme : et ce soutien est prioritaire, c'est-à-dire que c'est lui qui doit être privilégié chaque fois que le gouvernement est menacé par les forces conservatrices ;

— soutien critique pour les mesures qu'il prend sur le plan intérieur : soutien à ce qui est favorable à une évolution vers des formules non capitalistes ; soutien aussi de ce qui peut permettre une modification du rapport des forces en faveur des travailleurs. Critique de ce qui va en sens contraire, mais à la condition que ces critiques n'aient pas pour effet d'affaiblir le gouvernement en place face à l'ennemi commun.

B. — Les luttes contre l'impérialisme français.

Il s'agit des luttes offensives où l'action des militants peut avoir une influence directe sur l'évolution de la situation.

— mêmes principes que pour la lutte contre l'impérialisme en général. En outre, on laisse à chaque mouvement, dès lors qu'il est représentatif des luttes des travail-

leurs, le choix de sa plate-forme de revendications et de la tactique qu'il se donne à un moment ;

— les formes de lutte : explication politique et mobilisation en particulier dans les entreprises qui représentent cet impérialisme ;

C. — La coordination des luttes en Europe.

Il s'agit, là encore, de luttes offensives qui posent trois problèmes essentiels :

— il est important que l'Europe puisse dès à présent conserver les moyens techniques, scientifiques, de surmonter un jour, si c'est nécessaire, une rupture technique ou technologique avec l'extérieur. Cela veut dire que si, par exemple, toutes les sources d'énergie se trouvaient aux E.-U. ce ne serait pas la peine de parler de révolution ; on ne fait pas de révolution s'il faut aller demander la permission à Washington.

C'est une question très délicate : cela ne veut pas dire qu'il faut se battre tous azimuts et comme de Gaulle contre tout ce qui vient des E.-U. Cela veut dire qu'il faut dès maintenant faire l'inventaire de ce qui est vital (énergie par exemple, et en particulier énergie atomique - informatique) et se battre non pas pour conserver l'indépendance française ou européenne dans ce secteur, mais pour garder les moyens en Europe de refaire, si c'est nécessaire, ce qui serait refusé de l'extérieur.

Une contrepartie : avoir présent à l'esprit le danger de conserver le modèle de développement capitaliste. Savoir que l'un des éléments majeurs est de donner la priorité aux décisions politiques par rapport aux nécessités du développement économique et qu'il faut se donner les moyens d'imposer cette priorité.

— L'existence, la nature, la puissance d'institutions multinationales dans une Europe capitaliste ne sont pas du tout indifférentes. Dès maintenant, elles ont une influence considérable non seulement sur le mode de vie des travailleurs européens, mais sur leurs possibilités de lutte.

Dans une situation où l'un des pays européens pourrait rompre avec le régime capitaliste, les institutions multinationales pourraient être une entrave ou une aide : l'existence d'un contrôle des changes, la possibilité de décisions à la majorité, etc., tout cela peut favoriser ou gêner.

Dès maintenant, il faut examiner chaque nouveau pas dans ce domaine et prendre position en fonction de l'intérêt qu'il présente dans l'hypothèse d'une rupture avec le capitalisme.

— Solidarité de tous les travailleurs vivant en Europe ;

— Ici la solidarité doit nécessairement s'exprimer de la façon la plus active : tant que le patronat pourra se servir des travailleurs étrangers comme moyen de pression sur les travailleurs du pays (pour imposer des conditions de travail et des conditions de vie impossibles, etc.), tant qu'il pourra opposer différentes catégories de travailleurs entre eux, la riposte sera difficile, l'offensive impossible. Or les travailleurs étrangers n'ont pas de droits politiques, peu de droits syndicaux : la revendication leur est impossible.

Pour les travailleurs d'un pays c'est le plus important moyen de conservation de leurs propres droits en même temps que le meilleur moyen de lutte contre le patronat, que de lutter pour que les travailleurs étrangers aient exactement les mêmes droits (y compris les droits syndicaux) qu'eux ;

— le développement des firmes multinationales enlève toute efficacité aux luttes des travailleurs (une grève dans un pays est brisée par l'augmentation de production ailleurs, le manque d'information et le cloisonnement des tâches font que l'on ignore les répercussions sur les autres d'une mesure décidée dans un autre pays ; il est facile aussi au patronat de menacer de s'installer dans un autre pays ou de transférer une partie de sa production pour obtenir la docilité des travailleurs). C'est seulement en s'organisant à l'échelle européenne que les travailleurs pourront briser cette nouvelle forme d'exploitation.

C'est seulement en fonction de ces trois critères qu'on peut apprécier l'intérêt de l'entrée d'un pays dans le Marché commun.

Un nouveau T.S.

12
avril

La crise traversée par *Tribune Socialiste* est connue de tous nos lecteurs. La souscription lancée en sa faveur a rapporté un peu plus de 50.000 francs. Ils ont permis de passer un cap, mais n'assurent pas pour autant l'avenir.

Celui-ci ne peut être assuré que si un ensemble de conditions sont réunies :

● *poursuite de la souscription.* Elle est possible et doit donner de bons résultats si l'ensemble du parti en fait une priorité. Plus une réunion des organismes du P.S.U. sans que tous les problèmes de *T.S.* soient posés, et en particulier celui de la souscription ;

● *augmentation des ventes militantes.* Elles sont actuellement stables. Or la situation politique exige une présence beaucoup plus importante du parti dans les usines, comme dans les quartiers. *Tribune Socialiste* doit devenir l'instrument privilégié qui facilite la pénétration des idées et des analyses de notre parti ;

● *augmentation du nombre d'abonnés.* C'est là le point le plus important. D'abord du point de vue de la base financière du journal, ensuite au niveau de la constance de son impact. Or chaque fois qu'une campagne systématique d'abonnements a été entreprise, avec l'aide de tout le parti, les résultats ont été très positifs. C'est pourquoi, pendant la période favorable du lancement de la nouvelle formule, l'objectif « un abonné par militant » doit être poursuivi activement et peut être atteint ;

● continuer systématiquement la mise en place de notre vente en kiosque qui progresse actuellement.

Mais toutes ces mesures seraient insuffisantes, si dans le même temps, nous ne faisons un immense effort pour transformer le contenu de *Tribune Socialiste*, afin qu'il réponde aux besoins exprimés par nos lecteurs, et au développement de notre politique.

Une formule nouvelle

Depuis que la crise de *Tribune Socialiste* a été rendue publique, nous avons reçu un nombre considérable de lettres et de motions. Elles comportaient des encouragements mais aussi beaucoup de critiques. Nous avons été sensibles aux premiers et très attentifs aux seconds.

Cela nous a amené à préparer une nouvelle formule de notre journal qui tienne compte de toutes les remarques qui nous ont été faites tant sur le contenu que sur la forme de notre hebdomadaire.

● *Il nous a été reproché* de rendre insuffisamment compte des activités du P.S.U. ainsi que des luttes qu'il mène, sur tous les plans. Tous nos circuits d'information devront être transformés de manière à rendre compte beaucoup plus rapidement et complètement des actions que nous engageons. *T.S.* souhaite sur ce point plus que sur tout autre une collaboration active des militants.

● *Il nous a été écrit* que *T.S.* manquait d'analyses en profondeur, de dossiers, et négligeait mille aspects de la vie quotidienne qui sont pourtant significatifs de la société capitaliste. La nouvelle formule, par son équilibre général, cherchera à améliorer *T.S.* sur ce point.

● *Le souhait a été exprimé de voir les numéros spéciaux consacrés à un thème se multiplier.* Désormais, en fonction de l'actualité et dans le souci d'éclairer notre activité et les questions que nous nous posons, un numéro spécial à pagination plus importante sera publié régulièrement.

● *Enfin il nous a été demandé avec insistance de rendre le contenu du journal beaucoup plus lisible et plus accessible à tous.* C'est sans doute notre tâche la plus difficile, compte tenu des conditions de fabrication de notre journal, et des moyens dérisoires qui sont les nôtres.

Au total, *T.S.* s'efforcera d'être plus agressif et plus aéré ; de proposer des articles plus courts répartis dans des rubriques plus visibles ; le tout dans un format plus pratique et une pagination plus importante.

Compte tenu des augmentations que nous subissons comme toute la presse, et de l'effort que représente cette nouvelle formule, nous avons décidé (après beaucoup d'hésitations) de porter le prix du journal à 2 F sans changer le prix des abonnements, avant le 31 mai. Enfin, pour faciliter la vente militante, le journal sera en vente le mercredi au lieu du jeudi.

Le 12 avril, *Tribune Socialiste* entamera une nouvelle étape de son existence.

Il s'agit de lui gagner de nouveaux lecteurs, et de lui permettre de se mettre beaucoup mieux que par le passé au service du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire.

Christian Guerche

luttones internationales

Le tournant démocratique du Parti communiste italien

Jean-Marie Vincent

Le XIII^e congrès du P.C.I. s'est déroulé sans surprises. Depuis que les animateurs du « Manifesto » ont été radiés, il n'y a plus à craindre dans le parti d'affrontements politiques à caractère public. Aussi l'intérêt véritable du congrès résidait-il dans les prises de position des dirigeants communistes sur la conjoncture politique et sociale de l'Italie. Le 7 mai prochain, en effet, doivent avoir lieu des élections législatives qui décideront du sort de la coalition de centre-gauche.

Par l'intermédiaire d'Enrico Berlinguer, nouveau secrétaire général du parti, les communistes ont clairement fait comprendre qu'ils étaient prêts à une collaboration avec les éléments les plus ouverts de la démocratie chrétienne. En d'autres termes, le tournant démocratique qu'ils préconisent est l'inclusion du P.C.I. dans le vieux centre-gauche, ce qui en déplacerait légèrement l'axe vers la gauche. Jusqu'à présent c'est une perspective que la majorité de la démocratie chrétienne refuse avec obstination, car elle est essentiellement préoccupée de mettre un frein à la combativité ouvrière et craint que le P.C.I. ne soit amené à jouer le double jeu face au mouvement de masse (le contenir, mais aussi s'en servir pour faire pression sur les parlementaires).

La tactique électorale

C'est pourquoi il est important, sinon décisif pour le P.C.I. de progresser aux prochaines élections, afin d'être indispensable pour la formation d'un gouvernement. Il sait qu'il peut compter sur les socialistes, mais qu'il a tout à craindre d'une montée des social-démocrates de Saragat. Il s'inquiète aussi, bien sûr, de la présentation de candidats du « Manifesto » (dont Pietro Valpreda, l'anarchiste injustement accusé des attentats à la bombe de Milan) qui peut sur sa gauche lui enlever pas mal de voix. Sans atteindre l'hystérie des dénonciations anti-gauchistes du P.C.F., les attaques contre le groupe du « Manifesto » n'ont pas été bénignes. Ceux qui n'ont pas la fibre électorale n'ont pas bonne presse dans les milieux communistes.

La tactique électorale telle qu'elle a été expliquée par Berlinguer ou

Luigi Longo, le président du parti, est au fond assez simple. Le P.C.I. se veut le principal rempart contre la montée du M.S.I., le parti néofasciste conduit par Almirante, un démagogue relativement dangereux. Dans son discours devant le congrès Luigi Longo a fait appel à une large mobilisation antifasciste, jouant ainsi sur les souvenirs de la résistance, sur la crainte largement répandue dans les masses d'une nouvelle aventure réactionnaire.

Accentuer la modération

Toutefois il est à noter que les raisons profondes qui expliquent le développement actuel du fascisme n'ont pas été abordées : les complaisances de la démocratie chrétienne à l'égard de ces forces supplémentaires de la bourgeoisie, le désarroi du mouvement de masse devant les attermoissements des organisations qui se réclament du socialisme, la désorientation des classes moyennes devant ce qu'elles croient être un désordre sans débouché positif, le jeu des représentants du patronat pour susciter des partisans de la manière forte. Dans cette affaire le P.C.I. limite la question à un débat entre les démocrates et les forces antidémocratiques, ignorant ainsi les clivages de classe depuis l'automne chaud de 1969.

Les forces ne manquent pourtant pas au P.C.I. Le mouvement des conseils d'usine qui s'est exprimé depuis 1969 se reconnaît largement dans le P.C.I. comme expression du monde du travail. Les effectifs du parti sont croissants contrairement aux années précédentes et la contestation étudiante s'est assagie. Mais il faut bien constater que le P.C.I. tient à rester respectable et même à accentuer sa modération. Tant en politique extérieure qu'en politique intérieure, il tient à ne plus apparaître comme une organisation hérétique. Le délégué du parti de Husak a pu parler sans que les délégués se posent des questions ou manifestent une quelconque inquiétude sur les arrestations qui viennent de se produire. Le délégué soviétique n'a fait l'objet d'aucune critique même discrète. En politique intérieure, Enrico Berlinguer a demandé que lumière soit faite sur l'assassinat de Giangiacomo Feltrinelli.

Greffer artificiellement l'idéal

Mais tout cela est resté très mesuré. L'autonomie dont se réclame le P.C.I. signifie seulement qu'il veut garder son quant-à-soi, avoir le droit de présenter les choses à sa façon. Mais ni à l'Est ni à l'Ouest il n'entend bouleverser l'ordre des choses ou poser des problèmes trop gênants. Il faut appliquer la constitution selon lui, mettre fin aux excès des forces de droite ou du patronat sans déranger le jeu normal des habitudes acquises au cours d'années de vie parlementaire. Dans son intervention Achille Occhetto, un des espoirs du P.C.I. a eu des paroles très significatives. Il a demandé que le P.C.I. se fasse le porteur de valeurs morales un peu comme le philosophe Henri Bergson demandait un supplément

d'âme pour accepter le monde de la technique et de la mécanique. Sur une mauvaise réalité qui ne peut être transformée par le coup de baguette magique du « tournant démocratique » le P.C.I. en est réduit à greffer artificiellement des vues plus ou moins cohérentes sur la morale, l'idéal en espérant qu'on le suivra. Dans la lutte de classes il ne peut donc avoir l'initiative, comme bien d'autres partis communistes, il doit se garder à droite et à gauche sans trouver l'écho de tous ceux qui ne se satisfont plus de déclarations fumeuses et abstraites sur le présent et sur l'avenir.

Le « réalisme » du P.C.I. ne fait qu'exprimer son utopie. Comme si les choses et les hommes ne devaient plus changer que par l'esprit dit de responsabilité et l'électoralisme. □

ARVEL

- Une association au service des familles et des jeunes.
- Une association qui propose à ses adhérents des vacances de qualité à des prix étonnants.

— ADRIATIQUE YOUGOSLAVE

- Ile de CRES - Des vacances hors série dans 3 beaux villages. On loge chez l'habitant, on mange au restaurant, on découvre en barque d'autres plages, des îles désertes, des grottes. Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.
2 semaines : de 360 F à 425 F en pension complète.

- Littoral

2 semaines en hôtel depuis 390 F.

— ADRIATIQUE ITALIENNE

- A Pescara, ARVEL a conclu un accord avec ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens.
2 semaines : 360 F, pension complète, logement dans des bungalows sous les pins, à 200 mètres de la plage. Repas au restaurant du village de vacances.

— AUTRICHE

- De bonnes auberges villageoises dans le pittoresque et accueillant TYROL.
2 semaines : de 420 F à 520 F, pension complète, selon dates et localité.

Et puis, la Bulgarie, la Tunisie, l'Egypte...

Demandez le catalogue.

ARVEL : délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai, 69-Villeurbanne. Tél. : (78) 84-81-24.

ou à PARIS : 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris 6^e. Tél. : 325-00-14 de 15 h à 18 h.

Réception : mardi et vendredi de 17 à 19 h.

Appel à la fête

L'idée de rassembler tous ceux qui, dans la société pourrissante que nous subissons, sont en rupture concrète par leur art, leur musique, leur créativité, leur style de vie, mobilise depuis des années des énergies diverses. Depuis deux ans, il y a eu quelques sinistres tentatives de récupération de cette idée (festival d'Auvers-sur-Oise, festival d'Aix).

Le projet a pourtant continué d'exister. Il va se réaliser les 23, 24 et 25 juin prochain. Née de la rencontre de quelques militants avec un groupe de musiciens pop cette fête sera celle de tout le parti.

Un collectif qui travaille depuis deux mois, explique ici pourquoi et comment.

NOUS ne voulons pas faire une fête dans un but commercial (fête de l'Huma) ou dans un but de déclencher la tactique provocation - répression - dénonciation (14 juillet des maos). Nous faisons une fête populaire (mais une fête peut-elle être autre chose que populaire ?) pour le plaisir de rassembler le « peuple ». La moitié au moins de l'activité des ouvriers (si l'on exclut le temps de sommeil) ne se passe pas au travail, à l'usine et dans le métro, mais dans la vie — soit qu'il s'agisse de l'activité quotidienne : repas, amour, bricolage, tâches ménagères, divertissements (et, en fait de divertissements, il s'agit le plus souvent de la T.V. et non d'activités culturelles), soit qu'il s'agisse des loisirs (week-ends et vacances) — et prennent de plus en plus d'importance car ils font partie intégrante du système économique capitaliste : ils lui rapportent d'énormes profits et lui servent d'autorégulation.

La fête conteste

Les énormes conquêtes du mouvement ouvrier, la diminution du temps de travail (bien que nous n'ayons pas obtenu la journée de 8 h) et les vacances ont été intégralement récupérées par le système tant au niveau économique qu'au niveau idéologique. La C.G.T. de 1905 pensait, par exemple, que son slogan : 8 h de travail, 8 h de sommeil, 8 h de culture sapait le système de deux points de vue :

— Économiquement, en diminuant le taux d'exploitation (moins de travail pour un même salaire) ;

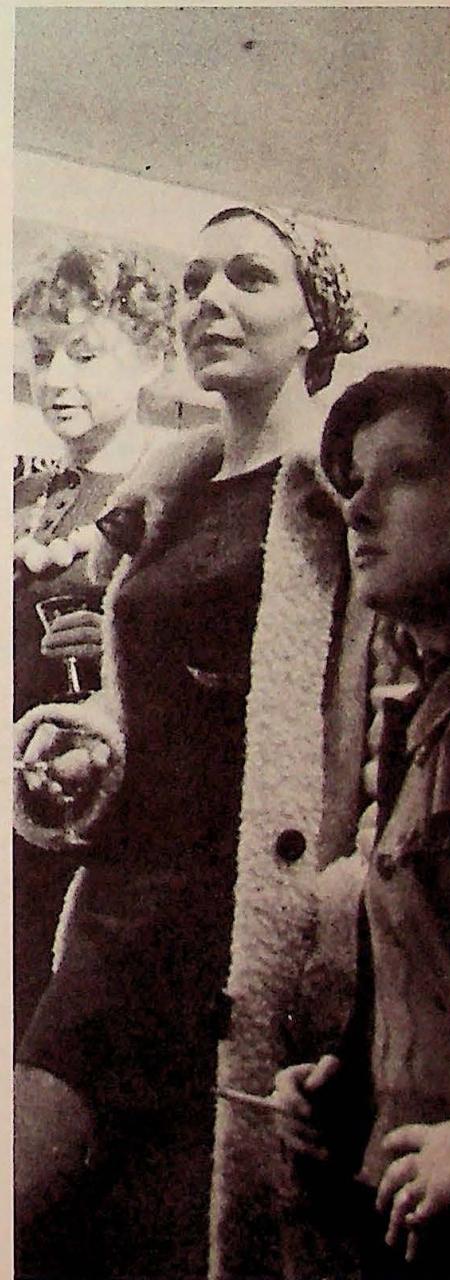
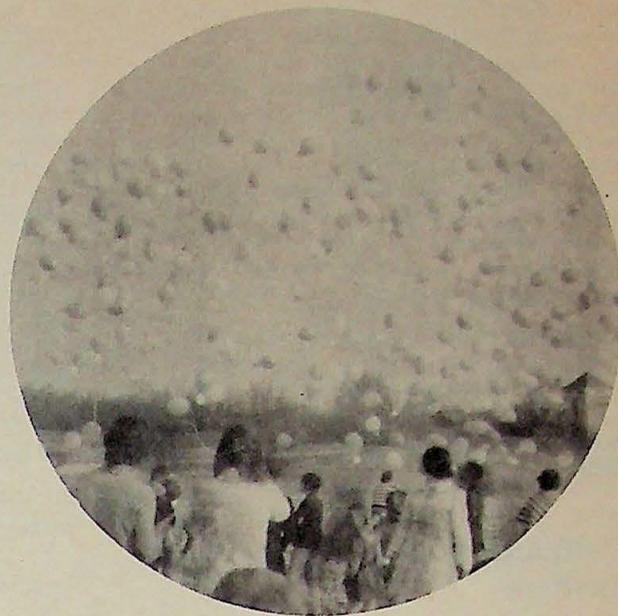
— Idéologiquement : les 8 h de culture par jour auraient constitué soit une réappropriation par le prolétariat du meilleur de la culture bourgeoise, soit la création d'une culture prolétarienne, telle que dans les deux cas la supériorité idéologique et politique de la classe ouvrière sur la bourgeoisie fût devenue écrasante.

Les loisirs : l'opium du peuple

En réalité, si ces espoirs ont été déçus, ce n'est pas seulement parce que la journée de 8 h n'a pas été atteinte, mais parce que le mode de production capitaliste (M.P.C.) a étendu sa domination au-delà des rapports de production, au sein même de la vie quotidienne. Le M.P.C. a démoli cette « liberté » patriarcale archaïque par la privatisation des ouvriers et des paysans. La T.V., les media, l'urbanisme ont démoli la famille (ses structures humaines et non ses structures oppressives), les copains, l'amour, la vie politique et syndicale (désaffection massive, même envers les partis traditionnels, sauf le jour des élections), voire la religion. A la fausse communauté (fausse car oppressive) qu'a détruite le capitalisme, famille, partis, Eglises, bandes de jeunes, etc., les révolutionnaires doivent opposer une communauté humaine réalisée non seulement dans le travail (autogestion) mais dans la vie. Dans ce domaine, le P.S.U. n'a rien proposé ; au contrôle ouvrier dans la production, il n'existe pas, chez nous, de pendant dans la vie non directement productive, hormis une petite réflexion sur le problème du cadre de vie.

Il est inutile d'ajouter que cette absence des révolutionnaires dans la vie quotidienne devient tragique dans le cadre des week-ends et des vacances : non seulement nous laissons prospérer deux des plus grandes industries capitalistes créatrices de faux besoins : celle de l'automobile et celle des loisirs, mais encore nous ne proposons rien d'autre aux prolétaires.

Par opposition aux « loisirs » capitalistes, la fête s'attaque à l'organisation capitaliste des activités non productives. Le but de la fête est de créer une communauté humaine dans



La Commission Internationale du P.S.U.
vient de publier :

**Chili, voie électorale et/ou
lutte armée**

L'exemplaire : 5 F. En vente à la librairie
de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée,
Paris (5^e).

la vie, comme le conseil ouvrier en crée une dans le travail. De même qu'au sein du capitalisme, le prolétariat peut temporairement se constituer en conseil, instaurant une sorte de double pouvoir (tel le soviét de Petrograd en 1905 ou les conseils allemands et italiens des années 17-23), la fête peut temporairement permettre — un court instant — de réaliser le vieux slogan de la C.G.T. : « **Dès à présent, vivons le communisme** » ; elle peut donner du communisme un avant-goût que les participants n'oublieront pas de sitôt.

Donner un avant-goût du communisme, c'est-à-dire de la communauté humaine réalisée, tel est le but de la fête. Aussi n'a-t-elle besoin ni de prétexte, ni de finalité politique traditionnelle.

L'attitude de la jeunesse ouvrière

Elle est la même que celle de la jeunesse lycéenne : le « ras le bol », le Grand Refus. Alors que la C.G.T. en était encore aux revendications de salaire, les O.S. ne voulaient pas d'un contrôle des cadences (chose absurde : « une chaîne est une chaîne », comme le disait justement Bercot, un patron de l'automobile plus franc que Dreyfus), ils ne voulaient plus de cadences du tout. Aussi, la grève n'avait-elle pas de débouché « réformiste-révolutionnaire » au sens d'André Gorz ; son seul débouché eût été la destruction de la dictature de la marchandise (profit, consommation, etc.), c'est-à-dire concrètement pour les O.S. de Renault créer une société où on ne fabrique plus de bagnoles.

Que fait l'avant-garde ouvrière ?

Le prolétariat ne construit pas un parti qui lui permettrait d'« autogérer » son aliénation (plus de voitures, de H.L.M., pour moins de cadences). Le prolétariat ne tombe pas dans ce dilemme à la Fontanet. Son avant-garde, sa jeunesse rompent avec la société, « campent aux murs de la ville » (Marx). Les jeunes ouvriers veulent jouer tout de suite. La période de transition, pour eux, devra être des « grandes vacances » de 5 à 10 ans ; cela dépendra aussi des menaces extérieures contre la révolution.

Les plus conscients parmi la « jeunesse ouvrière » ont déjà, en partie, répondu au problème de l'avant-garde en travaillant un mois sur deux. Les jeunes travailleurs n'ont pas été à l'O.J.T.R. mais ils ont créé l'« underground » : aux U.S.A., 200 journaux bourgeois ont disparu, 400 journaux underground sont apparus, comptant 5 millions de lecteurs dans un pays où les jeunes ne lisaient plus les vomissures bourgeoises. En France, on peut penser que l'underground supplantera lui aussi la presse, toute la presse, de « Paris-Jour » à « Sud-Ouest », etc., en passant par « Rouge », « la Cause », « l'Outil » et « T.S. » (il faut savoir faire son auto-critique, camarades ! (1)).

L'avant-garde révolutionnaire et la fête

Nous avons tous cru que Mai 1968 était une sorte de 1905, c'est-à-dire un Octobre 17 raté, faute d'un parti bolchevik mais néanmoins une répéti-

tion générale qui aurait permis de construire le fameux parti révolutionnaire. Quatre ans d'expérience historique nous forcent à constater que, dans des conditions de luttes sociales pourtant éminemment favorables, aucun parti révolutionnaire marxiste-léniniste (ou autre, d'ailleurs) n'est issu de la réalité sociale, des luttes du prolétariat. Les seuls qui se soient obstinés dans cette tâche, les trotskistes de la « Ligue » ou de L.O., n'ont réussi, au mieux, qu'à « regrouper » des militants ; l'autre courant, les maos, soit ont disparu de la scène parce qu'ils s'accrochaient aux fantômes du parti (H.R.), soit ont dû renoncer définitivement à sa construction (Spontex).

Conditions pour faire un parti révolutionnaire

Il sera une fusion entre les intellectuels et la jeunesse ouvrière. C'est ce que nous enseigne Gramsci.

Pourquoi la jeunesse ouvrière ? Parce que, nous dit Liebknecht, « la jeunesse est la flamme de la révolution », elle a à lutter à la fois contre les trois instances du pouvoir bourgeois : famille (dont elle est la première victime), propriété (comme tout prolétaire), Etat (alors que l'Etat sécurise socialement les adultes, il fait subir à la jeunesse le poids de toute son oppression : école, armée, racisme anti-jeunes, chômage).

Pourquoi le pop ?

Il faut entendre ici par « pop » toute la musique moderne (pop, folk, free) sans entrer dans les détails « esthétiques ». Pourquoi faire une fête avec, comme axe, la musique pop ? Parce qu'elle conteste la musique du fric. Parce qu'elle libère et permet à des millions de jeunes de crier ce qu'ils veulent.

« La chanson, le pop, c'est un lien entre tous les jeunes. Beaucoup d'entre nous sont venus à la free press à partir de la musique » (« le Monde », 25 février 72). Elle contribue à créer une communauté humaine. Elle est une transition, une vraie cette fois, vers le communisme. La pop « débloque » les gens ; la « free press », elle, donne la parole au peuple ; la fête, elle, unifie le peuple. La révolte des O.S., des prisons, des bureaux, des soldats, des lycéens et des paysans se trouve démultipliée et unifiée dans une fête réussie (ce qui n'a jamais eu lieu en France depuis la Commune de Paris, sauf à de rares moments en 68). Toutes les luttes du peuple peuvent être synthétisées par une fête et non par un congrès ou une A.O.P. (l'échec des A.O.P. est celui d'une idée juste qui a capoté : elle a reproduit les congrès, les tendances, les magouilles, la dictature des intellectuels petitschefs). Une fête révolutionnaire ébranlera sans doute les structures du P.S.U. Si elle réussit, grâce à elle, nous ne serons plus tout à fait nous-mêmes. Le P.S.U. n'a actuellement ni jeunes, ni femmes !

Les jeunes : Nous n'existons ni dans la jeunesse ouvrière, ni dans la jeunesse lycéenne, alors que la jeunesse ouvrière se désintéresse en masse du P.C.F.-C.G.T. (où elle a pourtant toutes les structures d'accueil possibles) : alors que la jeunesse lycéenne ignore dans sa masse les groupes révolutionnaires (qui, pourtant, lui donnent de prétendues structures de lutte).

Les femmes : Elles ne viennent pas à nous de manière autonome. Créer des commissions femmes dans l'état d'aliénation où sont maintenues, depuis dix ans, « nos » militantes ne peut que pousser celles-ci à exprimer autrement leur aliénation : par l'hystérie. On voit déjà des militantes femmes « julées » (moralement ou sexuellement) par tel ou tel petit ou grand chef, hurler plus fort que les hommes, c'est-à-dire se conduire comme leurs oppresseurs.

Il serait temps, pour nous, de savoir qu'ils existent !

La fête populaire est une tâche de la jeunesse et elle sera mixte. Des dizaines de milliers de « mecs » et de filles seront présents, des dizaines de milliers de filles et de mecs seront

intéressés. Ce sera, certes, une fête pour la fête, mais n'oublions pas que les orchestres qui joueront ont joué sous les grenades pendant les émeutes de Berkeley, à Oakland (contre les trains de soldats pour le Vietnam) ou pendant les émeutes de Chicago en août 68. N'oublions pas que tout le monde jouera : tous ceux qui créent un nouveau monde dans leur tête, dans leur guitare, leur peinture, leur urbanisme, leur artisanat, leur théâtre, leur cinéma, etc., seront là. Nous y serons aussi !

ALAIN GUILLERM

(1) Il existe, en Europe, mille journaux underground, ayant au moins mille lecteurs chacun (« Journées de la Free Press » aux Halles, en 1970).

Comment ?

On fera la fête les 23-24 et 25 juin dans la région parisienne, probablement dans les Yvelines ou l'Essonne. La décision quant au lieu interviendra incessamment.

DES MILLIERS DE PERSONNES EN RUPTURE, DE FAÇONS DIFFÉRENTES AVEC LA SOCIÉTÉ, RÉALISERONT UNE FÊTE QU'ILS VONT VIVRE ET NON CONSOMMER.

PETITE HISTOIRE DE LA FÊTE

Dans le courant du mois de décembre, des militants du P.S.U. ont contacté un groupe de musiciens pop pour établir un projet de fête populaire étendu à la participation la plus large possible (jeunes travailleurs, marginaux, militants, etc.). Après un travail collectif de deux mois, ce projet a été présenté et voté à la quasi-unanimité fin février au congrès de la région parisienne du P.S.U.

Depuis cette date un collectif de travail s'est réuni tous les lundis dans une salle de la rue Borromée.

Il a présenté un dossier au Bureau national le lundi 13 mars. Au cours de cette réunion, le B.N. et le collectif ont décidé :

- le soutien politique et matériel du P.S.U. ;
- la création d'une association (loi 1901 probablement) pour faciliter les démarches administratives et financières ;
- la mise à disposition de moyens matériels (ronéos, locaux, secrétariat, etc.) dans la mesure des disponibilités ;
- le soutien de T.S. ;
- le lancement d'une campagne de souscription nationale (principal moyen de financement, la fête se finance par ses propres moyens) ;
- mobilisation militante maximum.

COMMENT PARTICIPER ?

Dix commissions de travail ont été créées pour l'instant. Elles sont indispensables pour la préparation technique et matérielle :

- 1) Gérance-comptabilité ;
- 2) Implantation-architecture ;
- 3) Santé ;
- 4) Contacts artistiques ;
- 5) Coordination ;
- 6) Sécurité-accueil-contrôle ;
- 7) Relations publiques-publicité ;
- 8) Propagande ;
- 9) Bouffe ;
- 10) Secrétariat.

Dans toutes ces commissions il y a besoin de compétences techniques et de matériel. (Toutes les idées et initiatives améliorant la préparation de la fête seront accueillies avec le plus grand intérêt.)

NOUS AVONS BESOIN DE TOUS CEUX ET TOUTES CELLES QUI VEULENT FAIRE CETTE FÊTE !

TROUVER DU FRIC IMMÉDIATEMENT !

Toutes les personnes susceptibles de nous trouver du fric (mécènes, quêtes, etc.) peuvent se faire connaître dans les plus brefs délais.

INFORMATIONS

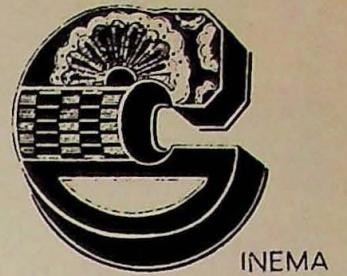
— Le collectif d'animation (responsables des commissions) se réunit tous les lundis soirs 19 h.

— La permanence pour la fête : tous les jours : s'adresser à Sharon Courtoux (Tél. : 566-45-37), 9, rue Borromée, Paris 15^e, métro Volontaires.

Le collectif Animation

Guerre révolutionnaire ou description d'un combat

Alain Moutot



Terminé en 1970, « Les Camisards », le quatrième film de René Allio, ne trouvait pas de distributeurs dans les circuits officiels. Encore un film parmi tant d'autres qui était voué aux oubliettes ! Ne voulant se résigner à cette mise à l'écart qui constitue la forme de censure la plus discrète, mais aussi la plus expéditive et la plus efficace à la fois, l'équipe de **Vision première** décidait de promouvoir le lancement de ce film au moyen d'une publicité relaxée dans sa vocation première : celle qui consiste à faire connaître, à informer. Informatrice ou pas, de la publicité nous en avons été abreuvés. En effet, c'est RTL qui s'est chargé de la campagne de promotion et qui a littéralement bombardé ses auditeurs. Il y aurait beaucoup à dire de cette utilisation par une radio périphérique, dont on connaît l'orientation idéologique, des contradictions existantes dans la distribution capitaliste du cinéma et de cette récupération de la pénurie créée par le système... Mais le fait est que « Les Camisards » est sorti dans de nombreuses salles parisiennes et dans une dizaine de villes de province.

La résistance à l'oppression

On ne peut que s'en féliciter car les seules œuvres tirées directement du patrimoine culturel français représentent le plus souvent des reconstitutions bêtafiantes enfermant le cinéma dans une stricte fonction d'évasion, de divertissement par rapport à une présentation de faits qui essaierait d'expliquer le pourquoi et le comment de la réalité d'aujourd'hui.

A l'encontre de ce courant, René Allio s'est saisi, avec « Les Camisards », d'une page d'histoire que la France officielle et unanime préfère tourner vite de peur qu'on ne s'y arrête et qu'on ne se pose trop de questions à son propos.

Décrite à partir de journaux camisards, c'est la longue marche des protestants cévenols qui n'acceptent pas de se soumettre à la révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV. C'est l'histoire de ceux qui ne voulaient pas se démettre en s'expatriant. Rendus misérables par la dépression économique (1680), affamés, écrasés par le fisc inquisiteur, les paysans

protestants organisent leur première résistance contre une entreprise d'oppression systématique. Une poignée d'abord, ils décident de rendre coup pour coup aux brimades du pouvoir royal conservateur qui a lâché ses dragons sur la province rebelle.

Mais catalysant la révolte latente de toute une population, le petit groupe se gonfle de nouveaux éléments et jouit dans les localités rurales de complicités précieuses car les huguenots subissent une oppression spécifique de la part de l'église catholique (appuyée par les assemblées provinciales) décidée jusqu'au bout à extirper de ces « foux de dieux » le démon d'une contestation qui met en cause les privilèges de l'église dans l'Etat français. Or en pays cévenol, à cette époque, la culture est entièrement liée à la religion (les exhortations des résistants prennent la forme de véritables sermons, les chansons populaires sont des psaumes). Les huguenots refusent ainsi une véritable tentative de déculturation qui les condamne à la fureur religieuse,

voire au fanatisme, ce que le film n'essaie pas de nous cacher.

Une épopée intimiste

Voilà donc un son de cloche que l'histoire officielle ne nous avait pas donné l'occasion d'entendre ! Et pour cause ! A la manière théâtrale de filmer qui convient parfaitement à donner une distance réflexive par rapport au récit, Allio s'est livré par une série de notations intimistes à une véritable autopsie des classes sociales de l'époque. Le pouvoir royal personnifié par l'intendant, la noblesse provinciale, l'aristocratie huguenote qui certes, pâtit avec les misères des opprimés, mais ne collabore pas moins pour autant avec les occupants, concrétisant effectivement la collusion des privilèges au-delà des contradictions secondaires.

Dans son analyse, Allio a peut-être fait « la part trop belle à l'adversaire », dans la mesure où il ne développe pas autant de finesse dans l'exposé des contradictions qui ont dû surgir entre les opprimés,

présentés alors d'un seul bloc. C'est ce qui explique que le film, en dépit des événements historiques, géographiques, politiques pertinemment situés, laisse une impression d'intemporel d'où n'émerge que le balancement trop général réalisé par l'opposition globale entre oppression - résistance, mal et bien, l'ancien et le nouveau.

Le sens de l'histoire

Sur ce dernier point et sur la portée historique de la révolte huguenote, une ambiguïté persiste tout au long du film. L'évocation de la guerre révolutionnaire, de la résistance à l'occupant, des militants-poisson-dans-l'eau sont autant d'allusions aux guerres de libération actuelles. Pourtant, il ne faudrait pas céder trop facilement à la tentation de l'analogie historique. Car en fin de compte, la révolte des Cévennes appartient beaucoup aux dernières convulsions d'une époque passée, marquée par les avatars du renforcement du pouvoir monarchique, qu'aux troubles qui précéderent la remise en cause de ce pouvoir et aboutit à la révolution bourgeoise.

Reste un excellent film historique, appréhensible au premier degré et surtout passionnant d'un bout à l'autre. Reste aussi que si cet événement raconté n'est pas à décalquer mécaniquement sur l'époque actuelle, il n'est point interdit d'en tirer des enseignements susceptibles de nous aider à comprendre notre époque : il en est ainsi de la reconnaissance des minorités ethniques que le socialisme aura à traduire dans les faits et ce, en dépit de toute une tradition jacobine et robespierriste chère aux communistes français. □

Une sélection de tribune socialiste

DISQUES



En vente à la
librairie de **TRIBUNE**
9, rue Borromée, Paris 15
C.C.P. 58 26 65 Paris

FOLKLORE

52.001. — CHANTS FOLKLORIQUES TZIGANES. Lida Goulesco, chant - accompagnée par Guyla Kokas et son ensemble : **Gari, gari - Droujba - Matouchka.** 24,25 F

52.002. — RECITAL FLAMENCO. Jose Pena, guitare : **Alegrias - Fandangos - Siguiriyas** 24,25 F

52.003. — FLUTES INDIENNES, SIKU et KENA. Isidoro Canones y su conjunto : **El zaino - Kena miski - La piojosa** 24,25 F

52.005. — UN HOMME DE ARGENTINA. Raul Maldonado, guitare et chant : **Changuito guerrillero - Hijo** 24,25 F

52.006. — MUSIQUE TRADITIONNELLE DU JAPON. Teiko Kikuchi, koto : **Le pluvier chantant - A l'aube** 24,25 F

JAZZ

PRIX série 10.000 : 28,40 F

PRIX série 50.000 : 24,25 F

13.002. — ŒIL-VISION. Jean-Luc PONTY - J.-L. CHAUTEMPS : **Chant Inca - Satirique - Œil-Vision...**

13.006. — DHARMA QUINTET : **Tormilina - Tonton SFP - Cirrus...**

53.001 - 53.002 - 53.005. — HIGH SOCIETY JAZZ BAND : **Sweet Lorraine - Tiger rag - Panama...**

53.004. — RAGTIME ET WASHBOARD BANDS : **Contentment - Nightingale rag...**

DIVERS

54.003. — LES CLASSIQUES DE L'ACCORDEON. André Brocoletti et son orchestre : **Reine de musette - Le dénicheur** 24,25 F

54.005. — LA BELLE EPOQUE. DU PIANO MECANIQUE : **Black bottom - Roses de Picardie...** (Idéal pour la sonorisation de films muets, genre Laurel et Hardy) .. 24,25 F

CHANSONS

JEAN-MARIE VIVIER « un chanteur à découvrir ».

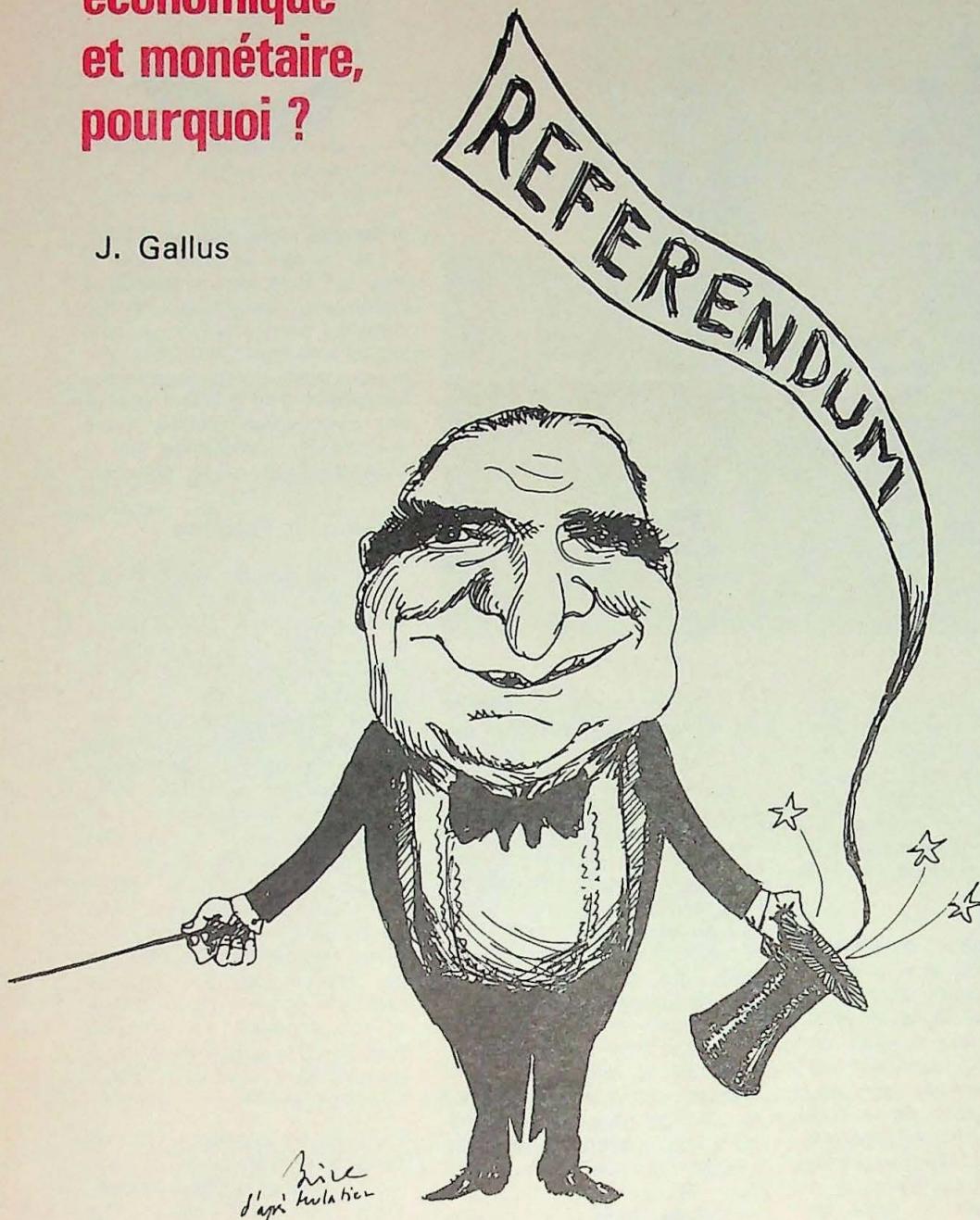
14.001. — Jean-Marie Vivier chante Aragon, Pierre Seghers, J. Ollivier, Georges Dor, Léo Ferré, Mouloudji 28,40 F

14.002. — DES CHANSONS DE Jehan Jonas - Gilles Vigneault - un poème de Jehan Rictus. 28,40 F

14.003. — L'ILE LOINTAINE à écouter absolument 28,40 F

L'Union économique et monétaire, pourquoi ?

J. Gallus



ROME, 25 mars 1957. « L'Europe des six » naît par un traité qui institue un Marché commun. Au départ, chaque partenaire pense s'engager dans une entreprise qui entamera peu à peu les souverainetés nationales pour créer un pouvoir politique européen. Pour cette raison, l'Angleterre décline sa participation. Puis, sous de Gaulle, la France s'aperçoit qu'elle n'est pas économiquement ni socialement prête à cette étape nouvelle. Le nationalisme gauliste retarde donc le processus d'intégration européenne pour ménager au pays une période de transition.

Ce répit des années 60 à 70 est mis à profit par le capitalisme français pour accélérer la mort de l'agriculture familiale et pour renforcer la puissance des principales entreprises industrielles.

Une page est tournée

Il aura fallu attendre le quinzième anniversaire du Marché commun pour que cette page de transition soit tournée. Elle l'est de par trois événements majeurs. Le premier est l'élargissement de sa base géographique, le second est l'attention nou-

velle que les travailleurs portent à l'Europe ; le troisième est le pas économique très significatif qui vient d'être franchi avec l'accord monétaire de Bruxelles. C'est ce dernier point que nous allons développer.

L'accord de Bruxelles réduit les marges de fluctuation des monnaies européennes entre elles. En bref, ces monnaies deviennent solidaires au sein du système monétaire international. Nous n'entrerons pas ici dans le détail technique de l'opération. Ce qu'il faut en retenir est ceci : la mécanique du transfert de compétences essentielles relevant du pouvoir national à des organisations communautaires est enclenchée (politiques de la monnaie, du crédit et de la fiscalité notamment).

Certes, cette mécanique sera longue mais si elle réussit, elle permettra au capital et à l'industrie de travailler selon des règles communes et de s'organiser dans des groupements communs. Or il n'en ira pas de même ni pour les travailleurs, ni pour l'organisation de la décision politique : l'intégration sociale n'est pas prévue et l'intégration politique reste une perspective fumeuse.

Des avantages pour le capital...

Pour comprendre pourquoi l'Union économique et monétaire élargira encore le fossé qui sépare le capital du travail il faut d'abord évaluer les avantages immédiats qu'en retirera le capital.

● Les éléments agressifs de la grande industrie sont et resteront les principaux bénéficiaires du Marché commun. La réalisation d'une politique économique et monétaire concertée sera un atout supplémentaire pour eux pour plusieurs raisons. D'abord elle les aidera à écouler de plus grandes quantités de biens à coûts réduits ; ensuite, elle créera les conditions d'un marché de capitaux suffisamment vaste pour financer les industries technologiques de pointe ; enfin et surtout, elle permettra la régulation indispensable de la conjoncture.

● L'union économique et sociale sera également un atout décisif dans l'affrontement social. Grâce à leur structure transnationale, les grandes entreprises, non seulement ont un pouvoir considérable sur les pouvoirs d'Etat, mais, surtout face aux salariés et à leurs organisations. Car il est clair que les groupements de travailleurs sont moins bien munis que dans le cadre national face aux décisions centrales des entreprises quant à la politique d'investissement ou quant au déplacement de la production en cas de conflit du travail. Il est grand temps que la prise de conscience de cet immense danger se fasse.

● Sur le plan de la législation et de l'aide de l'Etat (lois sociales, politique de subventions, etc.), la force de pression de la grande industrie sera accrue auprès des divers gouvernements et de leurs organes auxiliaires auprès de la Communauté. Au contraire, les organisations de travailleurs, du fait de leur hétérogénéité et de leurs intérêts divergents seront en position de faiblesse.

Voilà donc quelques-unes — il y en a d'autres — des conséquences de l'Union économique et monétaire européenne qui peuvent réjouir le Capital.

...et des risques

Mas il y a une contrepartie à cela : la transformation des structures sociales du pouvoir. En effet, dans l'union économique et sociale le produit national est partiellement redistribué. Les réglementations communes avantagent les uns et désavantagent les autres. Et ceci ne manquera pas de susciter, en les multipliant, des réactions semblables à celles des organisations d'agriculteurs.

De même, les fondements du pouvoir dans les divers Etats sont affectés. Ne pouvant plus mener une politique autonome, les autorités étatiques nationales voient leur légitimité s'effriter. Or ce processus n'est sans précédent ni dans ses causes, ni dans ses conséquences. Les Européens tournent aujourd'hui leurs regards vers

la fondation d'une Communauté en Europe occidentale avec la même inquiétude et le même espoir qu'ils le faisaient, au siècle dernier, vers la création d'Etats en Europe centrale. Le jugement critique que le Président Heinemann a récemment porté sur la fondation du Reich est une illustration de cette inquiétude : « La fondation du Reich avait brisé les liens entre la volonté démocratique et la volonté nationale. Elle a relié la conscience nationale allemande unilatéralement aux forces conservatrices monarchistes qui, dans les décennies précédentes, avaient barré la route avec ténacité à la volonté démocratique d'unité (...). En 1871, on a réalisé une unité apparente sans donner une liberté entière et intérieure aux citoyens. Le pouvoir étatique n'était pas exercé par le peuple, mais par les princes et les sénats des villes hanséatiques. Le peuple élisait certes le Reichstag. Mais le Reichstag n'avait aucune influence sur la composition du gouvernement. Il avait une influence restreinte seulement sur la politique étrangère et la politique militaire. C'est pourquoi ce n'est pas le fait du hasard si nous retrouvons de nombreuses forces éprises de liberté, libérales et démocratiques, dans l'opposition à l'empire bismarckien (...). On oublie trop facilement le contexte social en particulier de l'empire de Bismarck et de la république de Weimar, qui ont souffert tous deux des crevasses intérieures qui ont en partie et en fin de compte causé leur perte. »

En définitive, il n'est pas interdit de penser que les mêmes forces qui, aujourd'hui, profitent à fond à la grande industrie seront demain à la source de graves difficultés pour elle. En effet, les forces et les mécanismes — tels que les instruments classiques de régulation économique conjoncturelle, les circuits traditionnels de politique contractuelle, les formes actuelles de revendications sociales — qui ont été des facteurs d'apaisement social risquent de tomber en désuétude. La paix sociale, largement garantie par l'Etat en tant qu'arbitre soi-disant neutre entre le patronat et les salariés, est menacée. En fin de compte, tous les voiles idéologiques et institutionnels qui obscurcissent les conflits de classe sont déchirés. Le conflit fondamental entre le capital et le travail apparaît à nu. Il est libéré.

Les représentants les plus lucides de la bourgeoisie — et en premier lieu le Président Pompidou — comprennent cette menace. C'est pourquoi ils vont s'efforcer de donner à l'Union économique et monétaire du capital une légitimité comparable à celle dont ils jouissent sur le plan national. Le référendum sur l'Europe est le premier jalon de cette stratégie contre la classe ouvrière. □

Cette analyse a été faite en collaboration avec notre camarade Heinz Kuby, journaliste et militant socialiste au Luxembourg.